



GUIDE POUR :
FAIRE DES AFFAIRES EN
GUINÉE

Volume #01
Août 2023

À propos de ce **GUIDE**

La Fondation Africaine pour le Développement (AFFORD), en collaboration avec la Direction Générale des Guinéens établis à l'étranger, avec l'appui du GrDr Migration-Citoyenneté-Développement et le soutien financier de l'Agence Belge de Développement (Enabel) ont le plaisir de présenter cette fiche d'information comme une ressource pour les investisseurs existants et potentiels de la diaspora dans le secteur des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) en Guinée. Notre objectif est de vous fournir une feuille de route soigneusement élaborée qui vous permettra de découvrir les perspectives commerciales passionnantes de la Guinée, afin que vous puissiez réussir dans vos efforts d'investissement et d'entrepreneuriat.

Le Guide pour faire des affaires en Guinée a été spécialement conçu pour permettre de opérations transparentes et sans heurts pour la diaspora et d'autres entreprises sur le marché guinéen. En rassemblant dans un format accessible des informations et des points de vue utiles sur la façon de faire des affaires en Guinée, nous visons à vous faire acquérir les connaissances nécessaires pour naviguer à travers les subtilités de la conduite des affaires dans ce pays dynamique. Cette ressource fournit également des études de cas pratiques qui mettent en évidence les situations typiques rencontrées par les entreprises et les stratégies réussies adoptées pour surmonter les défis, servant de leçons précieuses pour vos propres projets commerciaux.

Nous comprenons l'importance de rester au fait des dynamiques de marché en constante évolution, et nous

avons donc soutenu la Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE) pour assurer des mises à jour régulières du Guide.

Nous vous invitons à vous engager sur la voie du succès en exploitant la puissance de ce Guide pour faire des affaires en Guinée. En mettant l'accent sur le professionnalisme et l'expertise, ce guide est votre compagnon de confiance pour exploiter le vaste potentiel du paysage commercial guinéen.

AFFORD *Business Club*

L'AFFORD Business Club est un centre de ressources privilégié de l'AFFORD Business Centre (ABC), stratégiquement situé dans le cœur dynamique de l'épicentre technologique et culturel de Londres, Shoreditch et qui opère désormais également à partir de Bruxelles, du Ghana et du Nigeria. Ancré dans une volonté inébranlable de renforcer et de favoriser la croissance des entreprises appartenant à la diaspora et des entreprises investissant en Afrique, le Business Club offre un large éventail de services de développement des affaires, des espaces de travaux commun et des services de soutien financier indéfectibles.

Dans le cadre stimulant du Business Club, une multitude d'opportunités de réseautage attendent, constituant un espace optimal pour établir des connexions précieuses et favoriser des collaborations synergiques.

CONTACTS

African Foundation for Development (AFFORD) Europe

Rue d'Edimbourg 26,
1050 Ixelles, Belgium
<https://afford-uk.org/>
Email : info@afford-uk.org

Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE)

Tél: +224 612190202
Email : dgge224@gmail.com

GRDR

[Migration – Citoyenneté- Développement]
26 bis rue Kléber, 93100 Montreuil – France
<https://grdr.org/>
Email : mariechiara.torti@grdr.org ou
hamza.kossinantao@grdr.org

Cependant, le rôle central du Club dépasse la simple mise en réseau, puisqu'il sert de pilier indispensable au soutien des entreprises. Grâce à l'octroi de subventions, de prêts soigneusement négociés et de solutions innovantes conçues pour répondre aux défis complexes rencontrés par les PME, le Club veille à ce qu'un soutien concret soit facilement disponible. Que cela soit en favorisant une compréhension approfondie climat des affaires et des cadres réglementaires ou en facilitant l'accès direct au financement, le Business Club donne aux entreprises les moyens d'étendre leurs activités sur les marchés africains. En favorisant la création de richesses locales et en stimulant la création d'emplois au niveau local, le Club perpétue son engagement inébranlable en faveur d'écosystèmes d'affaires prospères.

L'engagement résolu d'AFFORD à favoriser la croissance à l'échelle internationale se manifeste à travers ses partenariats stratégiques avec des institutions renommées de développement des entreprises. Les collaborations distinguées avec des organisations réputées telles que CONCREE au Sénégal, Enterprise Development Centre (EDC) au Nigéria, la Fédération du secteur privé du Rwanda, AFFORD Sierra Leone, EMPRETEC au Zimbabwe, MDF West Africa au Ghana et MDF Bénin soulignent la poursuite de l'excellence du Business Club.

Profitez de la force inébranlable du Business Club et embarquez pour un voyage extraordinaire vers une croissance commerciale sans précédent et un succès retentissant. Profitez de la richesse des ressources, des conseils d'experts et des relations inestimables qui vous attendent alors que vous naviguez sur le terrain complexe des activités entrepreneuriales. Ensemble, forçons un avenir prospère pour les entreprises opérant dans les paysages dynamiques de l'Afrique.

L'élaboration de ce guide a été menée par Sarfaraz Ali Shah Syed, PhD (économiste - consultant de projet) pour AFFORD.

AVERTISSEMENT

Les informations présentées dans ce guide « Faire des affaires en Guinée » ont été compilées avec diligence et le plus grand soin a été apporté à leur exactitude. Cependant, il est important de noter qu'aucune décision d'affaires ne devrait être prise uniquement sur la base de ces informations sans procéder à une vérification indépendante et sans faire preuve de diligence raisonnable. Ni AFFORD ni ses partenaires ne peuvent être tenus responsables de toute décision, ou des conséquences qui en découlent, prise sur la seule base des informations fournies dans ce guide.

AVANT-PROPOS

Bienvenue dans le Guide pour 'Faire des affaires en Guinée'

Dans le but de favoriser un environnement propice à l'esprit d'entreprise et à l'investissement, nous sommes ravis de présenter ce guide complet aux investisseurs de la diaspora. Dans ces pages, vous trouverez une mine d'informations, de conseils et de ressources qui peuvent vous servir de feuille de route pour réussir dans le paysage commercial de la Guinée.

Alors que vous vous aventurez dans le domaine dynamique des opportunités qu'offre notre pays, nous reconnaissons l'importance des organismes publics compétents, qui jouent un rôle central dans la simplification de votre voyage. À cet effet, bien que vous trouviez une liste complète d'institutions pertinentes dans les annexes, nous nous réjouissons de vous présenter deux institutions essentielles, toutes deux déterminantes dans leur soutien et leurs contributions à ce Guide : la Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE) et l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Partenariats Publics-Privés (APIP).

- **La Direction Générale des Guinéens de l'Étranger (DGGE) : Autonomisation de la diaspora guinéenne les moyens de la croissance économique**

La diaspora guinéenne, dispersée à travers le monde, est depuis longtemps une partie intégrante de l'identité de la nation et de son potentiel de progrès. Reconnaisant la valeur de ce vivier de talents dispersés, le gouvernement guinéen a créé la Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE). Cette agence gouvernementale joue un rôle central dans le renforcement des liens entre la Guinée et sa diaspora, libérant ainsi le vaste potentiel de croissance

économique, de transfert de connaissances et d'enrichissement culturel. Dans cet ouvrage, nous nous pencherons sur le rôle significatif joué par la DGGE dans le renforcement de la diaspora guinéenne et la consolidation de ses contributions au développement de la nation.

Au cœur de la mission de la DGGE se trouve l'aspiration à créer un réseau cohérent qui comble la distance géographique entre la Guinée et sa diaspora. La gestion de l'agence est fondée sur un engagement commun à exploiter l'expertise, les ressources et les expériences collectives des Guinéens vivant à l'étranger, pour stimuler le progrès de la nation. En fournissant une plateforme de communication ouverte, de collaboration et d'engagement, la DGGE vise à créer un écosystème prospère où les talents de la diaspora sont reconnus et cultivés.

L'un des rôles les plus importants de la DGGE est d'agir comme un canal d'information, en veillant à ce que les Guinéens vivant à l'étranger restent informés des développements dans leur pays d'origine. La Direction établit des canaux de communication réguliers pour diffuser les nouvelles, les opportunités et les politiques nationales, favorisant ainsi un sentiment de connexion et d'appartenance au sein de la diaspora.

La DGGE joue un rôle essentiel dans le soutien et la promotion des initiatives entrepreneuriales des Guinéens vivant à l'étranger. Consciente de l'impact potentiel des projets menés par la diaspora sur la croissance économique et la création d'emplois, l'agence fournit des conseils et un soutien logistique afin de faciliter leur exécution réussie.

Qu'il s'agisse d'investissements, de start-ups ou d'initiatives communautaires, la DGGE s'efforce de donner à la diaspora les moyens de devenir un catalyseur du changement positif en Guinée.

Au-delà de l'engagement économique, la DGGE se positionne en défenseur des droits et du bien-être des Guinéens à l'étranger. L'agence offre une assistance consulaire primordiale, en veillant à ce que les Guinéens obtiennent soutien et conseils lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes juridiques ou à des situations d'urgence dans leur pays de résidence. La délivrance de passeports et de documents d'identité, les conseils juridiques et l'intervention en cas de crise font partie des services essentiels fournis par la DGGE pour préserver les intérêts de la diaspora.

La préservation et la célébration de patrimoine culturel guinéen sont au cœur des préoccupations de la DGGE. L'agence est à l'initiative d'une série d'événements culturels, de programmes linguistiques et d'initiatives éducatives visant à insuffler un sentiment de fierté et d'identité au sein de la diaspora. En entretenant ces liens avec la patrie, la DGGE favorise un sentiment d'unité et d'appartenance parmi les Guinéens, quel que soit leur lieu de résidence.

La DGGE joue un rôle crucial en facilitant le transfert de connaissances et les collaborations professionnelles entre la diaspora et la Guinée. L'agence initie des partenariats avec des institutions et des organisations universitaires, créant ainsi des opportunités pour les Guinéens établis à l'étranger d'apporter leur expertise à des projets de développement local. Cet échange de connaissances enrichit le pays de nouvelles perspectives et de solutions innovantes.

En tant que défenseur proactif de la diaspora, la DGGE collabore avec les partenaires internationaux et les gouvernements pour promouvoir des politiques favorables à la diaspora. L'agence s'efforce activement d'inclure les Guinéens établis à l'étranger, en travaillant sur des politiques qui améliorent leur intégration et leur bien-être dans les pays de résidence.

La DGGE témoigne de la reconnaissance par la Guinée de la diaspora comme une ressource précieuse pour le progrès de la nation. Grâce à ses efforts multiformes, la DGGE facilite la participation active des Guinéens de l'étranger à la croissance économique, à la préservation de la culture et au développement social du pays. Alors que nous embrassons l'esprit de collaboration et de partenariat entre la Guinée et sa diaspora, nous envisageons un avenir radieux où les efforts collectifs de la diaspora et de la nation se conjuguent pour créer une Guinée prospère.

- **L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) : Favoriser la prospérité et les partenariats en Guinée**

L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) en Guinée est une institution essentielle qui a pour mission de catalyser la croissance économique, d'attirer les investissements et de favoriser les collaborations entre les secteurs public et privé. Avec une mission et un engagement clair en faveur du développement durable, l'APIP joue un rôle central dans le positionnement de la Guinée en tant que destination d'investissement attractive en Afrique de l'Ouest. Dans ce guide, nous explorons les rôles fonctions essentiel et les contributions significatives

de l'APIP dans la promotion d'un climat des affaires dynamique et l'encouragement des investissements nationaux et étrangers en Guinée.

L'APIP a pour mandat de promouvoir et de faciliter les investissements en Guinée, afin d'assurer la transformation économique du pays et la création d'emplois. L'agence sert de guichet unique pour les investisseurs, en simplifiant les procédures bureaucratiques et en fournissant un soutien complet tout au long du cycle de vie de l'investissement. En mettant l'accent sur les partenariats public-privé (PPP), l'APIP encourage les projets de collaboration qui allient l'expertise du secteur privé aux priorités du secteur public.

L'une des principales fonctions de l'APIP est d'attirer les investissements directs à l'étranger (IDE) en Guinée. L'agence mène des campagnes ciblées de marketing et de promotion des investissements, mettant en valeur les ressources abondantes du pays, son climat d'investissement favorable et sa situation géographique stratégique. En garantissant un environnement réglementaire transparent et efficace, l'agence renforce la confiance des investisseurs et des entrepreneurs, les encourageant à tirer parti des opportunités offertes par le pays.

Reconnaissant l'importance des PPP dans la promotion du développement durable, l'APIP facilite activement les partenariats entre les secteurs public et privé. Par le biais des projets PPP, l'agence répond aux besoins essentiels en matière d'infrastructures, encourage l'innovation et met à profit l'expertise du secteur privé pour fournir des services essentiels aux citoyens.

L'APIP apporte un soutien complet aux investisseurs, en les guidant tout au long du processus d'investissement et en offrant des services de suivi pour garantir la mise en œuvre et l'essor réussis des projets. L'agence assure la liaison entre les investisseurs et les entités gouvernementales concernées, en résolvant tous les défis qui peuvent survenir au cours du parcours d'investissement.

Dans ses efforts pour créer un climat propice à l'investissement, l'APIP mène des activités de veille et de recherches sur les marchés afin d'identifier les secteurs stratégiques pour l'investissement. En analysant les tendances du marché, en identifiant les opportunités de croissance et en fournissant des données précises aux investisseurs potentiels, l'agence favorise une prise de décision éclairée.

L'APIP reconnaît le rôle important des entreprises et des entrepreneurs locaux dans le développement économique. Elle soutient activement les entreprises nationales, en leur donnant les moyens de croître, d'innover et d'être compétitives à l'échelle mondiale.

L'APIP met en valeur le potentiel d'investissement de la Guinée sur les plateformes nationales et internationales. Elle participe activement à des forums, des conférences et des tournées de promotion consacrés aux investissements afin de faire connaître les opportunités d'investissement dans le pays et attirer des partenaires potentiels à l'échelle mondiale.

L'APIP est un moteur dynamique de la croissance économique et du développement en Guinée. En favorisant l'établissement d'un climat des affaires favorable aux investisseurs, en facilitant les partenariats stratégiques et en soutenant les entreprises, l'APIP joue un rôle central dans l'instauration d'une prospérité durable pour la nation. Alors que la Guinée continue de s'efforcer d'atteindre un développement économique inclusif et une compétitivité à l'échelle mondiale, l'APIP demeure en premier plan, favorisant les partenariats et les investissements qui contribuent au progrès du pays.

Table des MATIÈRES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA GUINÉE (2021)

Aperçu du marché

01 Associations et accords internationaux

02 Opportunités d'investissement et domaines à forte croissance

A Exploitation minière

B Agriculture

C Infrastructure

D Tourisme

E Technologies de l'information et de la communication (TIC)

2.1. Anatomie des secteurs à forte croissance

2.1.1 Opportunités d'investissement et domaines à forte croissance

2.1.2 Analyse sectorielle désagrégée

03 Plans nationaux et cadre stratégique

04 Cadre politique de la diaspora

4.1. Le Cadre politique de la diaspora en Guinée poursuit quatre objectifs principaux

4.2. Le Cadre politique de la diaspora en Guinée comporte plusieurs composantes

4.3. Le cadre politique de la diaspora en Guinée est mis en œuvre à travers une série de mesures

05 Financement Investisseurs & PME

06 À faire et à ne pas faire pour investir et faire des affaires en Guinée

07 Note sur l'environnement des affaires en Guinée

08 Annexes

1. Entreprises à succès – Études de cas.
2. Facilité de faire des affaires à Conakry – Guinée
3. Formalités d'enregistrement d'une organisation non gouvernementale (ONG)
4. Formalités d'immatriculation d'une société à responsabilité limitée (SARL)
5. Procédures et coûts d'enregistrement d'une activité
6. Formalités d'ouverture d'un compte bancaire
7. Liste des organismes publics compétents pour faire des affaires en Guinée
8. Ce qu'il faut faire et ne pas faire dans la conduite d'affaires en Afrique

09 References

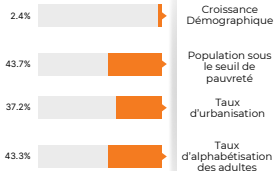
INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA GUINÉE (2021)

(Source : Banque Mondiale 2022, EUDIF 2022, DGGE 2023)[1]

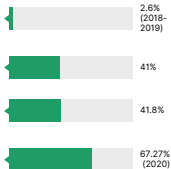
GUINÉE		AFRIQUE SUBSAHARIENNE
245.857 km ²	Superficie	21.2 km ²
53 /km ²	Densité	52 /km ²
13.5 Millions	Population	1.167 Milliards
4.5	Taux de fertilité (nombre d'enfants par femme)	4.7
59.33 Ans	Espérance de vie à la naissance	60.85 Ans
590.936*	Population Résidant à l'étranger	-
0.47 - 182 / 192	Indice de Développement Humaine (HDI) : Score & Classement	0.55 - 165 / 192

[1] * Veuillez noter que [L'UN DESA](#) estime la population des émigrants guinéens à 530 963 personnes, soit 3,8 % de la population totale. Toutefois, cela n'inclut pas les Guinéens qui ont été naturalisés en tant que citoyens d'autres pays, ou la deuxième génération et les générations suivantes qui détiennent la citoyenneté dans les pays de résidence. La DGGE estime que le nombre total de Guinéens établis à l'étranger est de 6 millions de personnes.

GUINÉE



AFRIQUE SUBSAHARIENNE



APERÇU DU MARCHÉ



Guinée - Conakry

Source : Banque africaine de développement

La République de Guinée, réputée pour ses abondantes ressources minérales, est confrontée à d'importants défis en termes de pauvreté et de sécurité alimentaire. En 2018, 43,7 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, selon la note d'information sur la pauvreté et l'équité d'octobre 2022 de la Banque Mondiale (Banque mondiale 2022). La population des Guinéens résidant à l'étranger est estimée à 530 963 personnes, dont 84% sont basés dans les pays de la CEDEAO (EUDIIF 2022). Toutefois, ce chiffre n'inclut pas les Guinéens qui ont été naturalisés citoyens d'autres pays, ni la deuxième génération et les générations suivantes de la diaspora guinéenne ; qui possèdent la citoyenneté de leur pays de résidence ; la DGGE estime ainsi le nombre total de Guinéens à l'étranger à environ 6 millions de personnes. La pandémie de COVID-19 et l'instabilité politique consécutive du coup d'État ont probablement contribué à cette augmentation de la pauvreté.

En outre, la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine et son impact sur les prix mondiaux du carburant et des denrées alimentaires ont encore aggravé la situation, conduisant la Guinée à se confronter à une insécurité alimentaire chronique (PAM 2022). Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que plus de 11% de la population est actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Ibid.).

Située en Afrique de l'Ouest, la Guinée a des frontières communes avec l'océan Atlantique, la Guinée-Bissau, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et le Libéria. En 2021, la population du pays, selon la Banque mondiale, s'élevait à 13,2 millions d'habitants (Banque mondiale 2022). Alors que le taux de croissance démographique a été enregistré à environ 2,4% (Banque mondiale), la croissance économique de la Guinée présente des variations importantes. À l'exception de 2009, l'économie a constamment affiché une croissance positive. Notamment, en 2016 et 2017, la Guinée a atteint des taux de croissance économique à deux chiffres, à hauteur de 10,8% et 10,3%, respectivement (Ibid.).

Cependant, en 2021, l'économie a connu une croissance plus modérée, avec un taux affiché de 3,9%. Néanmoins, il y a une forte probabilité pour que ce taux soit revu à la hausse pour 2022/23, indiquant une potentielle impulsion positive pour la période à venir (FMI 2023).

Ces circonstances mettent en évidence la complexité du paysage économique et social de la Guinée, soulignant le besoin urgent de mener des efforts concertés pour lutter contre la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et favoriser une croissance économique durable.

1. ASSOCIATIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

La Guinée, en tant que nation souveraine, a participé activement à divers accords et associations internationaux tout au long de son histoire. Voici un aperçu chronologique des principaux engagements de la Guinée :

- 01** Organisation des Nations Unies (ONU) : la Guinée est devenue membre des Nations Unies le 12 octobre 1958, très peu de temps après avoir obtenu son indépendance de la France le 2 octobre 1958. En tant que membre de l'ONU, la Guinée participe activement à l'Assemblée générale et à d'autres organes de l'ONU. (ONU 2023)
- 02** Organisation de l'unité africaine (OUA) : La Guinée a été l'un des membres fondateurs de l'OUA, créé le 25 mai 1963. L'OUA vise à promouvoir l'unité, la coopération et la solidarité entre les nations africaines et à soutenir le processus de décolonisation (OUA 2023). L'Union africaine (AU) a été officiellement lancée en 2002 pour succéder à l'OUA.
- 03** Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : La Guinée a adhéré à la CEDEAO, une communauté économique régionale, le 28 mai 1975. La CEDEAO vise à promouvoir l'intégration économique, la paix et la stabilité entre ses États membres en Afrique de l'Ouest.
- 04** Union africaine (AU) : La Guinée est devenue membre de l'Union africaine lorsque l'OUA s'est transformée en AU le 9 juillet 2002. L'AU se concentre sur la promotion de l'unité, de la paix et du développement de l'Afrique (AU 2023).
- 05** Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) : La Guinée a adhéré à la CEN-SAD, une organisation régionale, le 4 février 1999. La CEN-SAD vise à promouvoir le développement économique et social dans la région sahélo-saharienne (AU 2022).
- 06** Union du fleuve Mano (UFM) : La Guinée, avec la Sierra Leone et le Libéria, est membre de l'UFM. L'UFM favorise la coopération entre les États membres dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement socio-économique (UFM 2022).

- 07** Organisation mondiale du commerce (OMC) : La Guinée est devenue membre de l'OMC le 25 juillet 1995. L'adhésion à l'OMC permet à la Guinée de participer aux négociations commerciales mondiales et de bénéficier du système commercial international fondé sur des règles (OMC 2023).
- 08** Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) : La Guinée est membre du groupe ACP, qui comprend des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le groupe ACP promeut la coopération, le développement économique et les relations commerciales avec l'Union européenne (OACP 2023).
- 09** Francophonie : La Guinée est membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), une association de pays francophones. L'organisation promeut la diversité linguistique et culturelle, ainsi que la coopération politique et économique entre ses membres (OIF 2023).
- 10** Coopération Sud-Sud : La Guinée s'engage activement dans la coopération Sud-Sud, qui implique la collaboration et l'échange de connaissances, de ressources et d'expériences entre les pays en développement (UNOSSC 2023).

La participation de la Guinée à ces accords et associations internationaux reflète son engagement en faveur de la coopération régionale et mondiale, du développement économique, de la paix et de la stabilité.

1. PIB – PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(constant 2015)

US\$ 13.2 milliards

2. REVENU PAR HABITANT

(constant 2015)

US\$ 972.78

3. CROISSANCE ÉCONOMIQUE

3.90%

4. PIB SECTORIEL

- Agriculture
- Industrie
- Construction
- Services

25.82%

28.53%

9.72%

37.27%

5. TAUX DE CHÔMAGE

- Total
- Jeunesse

5.80%

7.90%

6. TAUX D'INFLATION

IPC – Inflation

12.60%

7. ÉDUCATION

- Taux d'alphabétisation des adultes
- Dépenses publiques consacrées à l'éducation, en pourcentage du PIB

45.33%

2.20%

8. INÉGALITÉ

Indice de Gini

29.6

Tableau 01.

CHIFFRES ET TENDANCES CLÉS DU MARCHÉ

Graphique 1.

STATISTIQUES SECTORIELLES ESSENTIELLES

(EN % DU PIB 2021)



60.65%

Agriculture



5.79%

Industrie



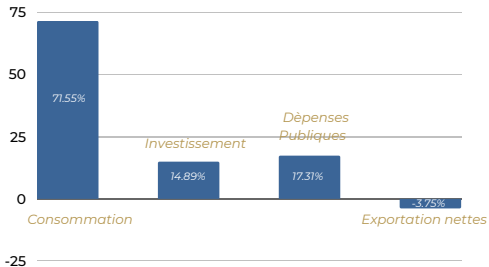
33.56%

Services

Source : Banque mondiale

Graphique 2.

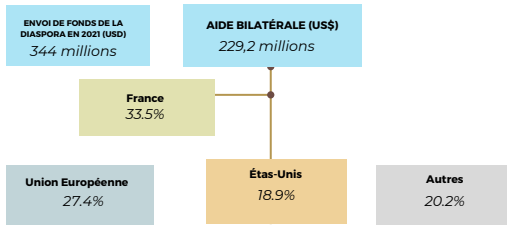
PARTS PROPORTIONNELLES DES COMPOSANTES DU PIB (2021)



Source : Banque mondiale 2022

Graphique 3.

FLUX NETS D'AIDE BILATÉRALE – 2021



Source : Banque mondiale 2022

2. Opportunités d'investissement et domaines à forte croissance

La Guinée est un pays d'Afrique de l'Ouest connu pour ses vastes ressources minérales, notamment la bauxite, le minerai de fer, les diamants et l'or. L'économie du pays repose en grande partie sur l'industrie minière, qui représente environ 75% des recettes d'exportation du pays (Banque mondiale 2023b). La Guinée a une économie diversifiée, avec des opportunités d'investissement dans une variété de secteurs au-delà de l'exploitation minière. Dans cette section, nous allons explorer les opportunités d'investissement et les secteurs à forte croissance en Guinée.

A. EXPLOITATION MINIÈRE

La Guinée abrite certains des plus grands gisements de bauxite au monde et possède d'importantes réserves de minerai de fer, d'or et de diamants. L'industrie minière est l'épine dorsale de l'économie guinéenne, et le gouvernement cherche activement à attirer les investissements étrangers dans ce secteur. Le pays a entrepris plusieurs réformes pour améliorer l'environnement réglementaire et réduire la corruption, ce qui en fait une destination attractive pour les sociétés minières.

B. AGRICULTURE

L'agriculture est un autre secteur important en Guinée, représentant environ 20% du PIB du pays (Banque mondiale 2023b). Le pays dispose d'un potentiel important de développement agricole, avec des terres fertiles et un climat favorable à la production agricole. Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour promouvoir l'agriculture, notamment des investissements dans les infrastructures d'irrigation et un soutien aux petits agriculteurs.

C. INFRASTRUCTURE

La Guinée a des besoins importants en infrastructures, en particulier dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'approvisionnement en eau. Le gouvernement a identifié le développement des infrastructures comme une priorité et a lancé plusieurs projets pour améliorer les infrastructures du pays. Il existe des possibilités d'investissement dans les routes, les ports, les aéroports, les centrales électriques et les systèmes d'approvisionnement en eau.

2. Opportunités d'investissement et domaines à forte croissance

D. TOURISME

La Guinée dispose d'un potentiel important pour le développement du tourisme, avec un riche patrimoine culturel et une gamme variée d'attractions naturelles, comprenant des cascades, des montagnes et des plages. Le pays a fait des efforts pour promouvoir le tourisme, notamment en développant des initiatives d'écotourisme et en encourageant les festivals culturels. Des opportunités d'investissement existent dans la construction d'hôtels et d'infrastructures touristiques, ainsi que dans le développement de tours opérateurs et d'agences de voyages.

E. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Le secteur guinéen des TIC est relativement sous-développé, mais le gouvernement a reconnu le potentiel de croissance du secteur et a lancé plusieurs initiatives pour promouvoir le développement des TIC.

Il existe des possibilités d'investissement dans la construction de réseaux de fibres optiques, le développement de logiciels et d'applications mobiles et la fourniture de services informatiques.

La Guinée est un pays doté d'un potentiel important d'investissement et de croissance, en particulier dans les secteurs minier, agricole, des infrastructures, du tourisme et des TIC. Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour promouvoir le développement économique et attirer les investissements étrangers, créant ainsi un climat favorable aux investissements. Les investisseurs à la recherche d'opportunités sur les marchés émergents devraient considérer la Guinée comme une destination potentielle. Cependant, comme pour tout investissement, une diligence raisonnable minutieuse est nécessaire pour évaluer les risques et les avantages potentiels.

2.1 Anatomie des secteurs à forte croissance

La section suivante fournit un résumé rapide des opportunités d'investissement sectorielles en Guinée. Il convient de noter que ces secteurs sont interconnectés et que les investissements dans un secteur peuvent avoir une incidence positive sur d'autres secteurs. Par exemple, les investissements dans les infrastructures énergétiques peuvent soutenir le développement d'autres secteurs en améliorant l'accès à une électricité fiable et abordable. De même, les investissements dans les infrastructures de transport peuvent soutenir la croissance du secteur agricole en améliorant l'accès aux marchés et en réduisant les pertes après récolte.

2.1.1. Opportunités D'investissement & Secteurs À Forte Croissance

Source : Banque mondiale 2018, 2020, 2023. PAM 2023. AEO 2023

Secteur	Caractéristiques	Défis	Opportunités d'investissement	Secteurs connexes
AGRICULTURE 	La Guinée dispose de vastes terres arables propices à l'agriculture et de conditions climatiques favorables. Le secteur contribue de manière significative au PIB et emploie une partie importante de la population.	Accès limité au financement, infrastructures inadéquates, faible productivité et pertes après récolte.	Investir dans des technologies améliorées, de meilleures infrastructures de stockage, de transformation et d'emballage, et dans le développement de la chaîne de valeur.	Énergie, transports et infrastructures.

Secteur

Caractéristiques

Défis

Opportunités d'investissement

Secteurs connexes

MINES



La Guinée est connue pour ses vastes ressources minérales, notamment la bauxite, le minerai de fer et l'or. Le secteur a connu une croissance importante au cours des dernières années et le gouvernement cherche activement à attirer les investissements étrangers.

Infrastructures limitées, instabilité politique, coûts de production élevés et cadre juridique inadéquat.

Investir dans l'exploration et l'extraction des ressources minérales, construire des infrastructures telles que des routes, des lignes ferroviaires et des ports, et développer la main-d'œuvre et la technologie locales.

Énergie, transports et infrastructures

ENERGIE



La Guinée a un potentiel hydroélectrique important, avec plusieurs grands fleuves offrant des opportunités pour la production d'hydroélectricité. Le pays dispose également d'un important potentiel inexploité en matière d'énergie solaire et éolienne.

Accès limité au financement, infrastructures et expertise technique inadéquates.

Investir dans le développement de projets d'énergie renouvelable, améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales et construire des installations de stockage d'énergie.

Infrastructure

Secteur

Caractéristiques

Défis

Opportunités d'investissement

Secteurs transversaux

TOURISME



La Guinée possède un riche patrimoine culturel et des attractions naturelles, notamment des plages, des cascades et une faune sauvage. Le secteur est relativement peu développé mais présente un potentiel de croissance important.

Infrastructures limitées, problèmes de sécurité, marketing et promotions inadéquates.

Investir dans les infrastructures touristiques, telles que les hôtels, les restaurants et les services de transport, et promouvoir les attractions du pays par le biais de campagnes de marketing ciblées.

Infrastructures, énergie et transports

MANUFACTURE



La Guinée a un secteur manufacturier relativement sous-développé, mais le gouvernement cherche activement à attirer les investissements étrangers pour soutenir son développement.

Accès limité au financement, infrastructures inadéquates et pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Investir dans le développement d'installations de production, fournir une formation et un enseignement pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre locale et développer les chaînes de valeur pour soutenir les producteurs locaux.

Agriculture, énergie et transports

Secteur	Caractéristiques	Défis	Opportunités d'investissement	Secteurs transversaux
<p>TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)</p> 	<p>La Guinée a un secteur des TIC en pleine expansion, stimulé par la disponibilité croissante de la connectivité Internet et l'utilisation de la téléphonie mobile.</p>	<p>Accès limité au financement, infrastructures inadéquates et déficit de main-d'œuvre qualifiée.</p>	<p>Investir dans le développement d'infrastructures pour les TIC, telles que les réseaux de fibres optiques et les centres de données, promouvoir l'utilisation des paiements mobiles et du e-commerce, et assurer la formation et l'éducation pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre locale.</p>	<p>Énergie et transports</p>



AGRICULTURE

Sub-Secteur

Production de riz :

La Guinée a un climat favorable à la culture du riz, avec de grandes ressources en eau et un sol fertile.

Le riz est un aliment de base en Guinée, ce qui en fait un produit très demandé.

Le gouvernement a donné la priorité à la production de riz comme moyen d'assurer la sécurité alimentaire.

Horticulture :

La Guinée dispose d'une gamme variée de produits horticoles, notamment de fruits et légumes, qui font l'objet d'une forte demande tant au niveau national qu'international.

Le secteur présente un potentiel important de valeur ajoutée grâce à la transformation et au conditionnement.

Élevage :

La Guinée possède une importante population de bétail, notamment des bovins, des chèvres et des moutons.

Le secteur dispose d'un potentiel important de valeur ajoutée grâce à la transformation de la viande et à la production laitière.

Défis

Infrastructure :

L'infrastructure guinéenne est relativement sous-développée, ce qui rend difficile le transport des marchandises vers les marchés.

L'accès limité à l'électricité et à l'approvisionnement en eau peut également avoir un impact sur la production.

Accès au financement :

L'accès au financement pour les activités agricoles peut être limité, en particulier pour les petits agriculteurs et les entrepreneurs.

Les taux d'intérêt élevés et les exigences en matière de garanties peuvent limiter encore plus l'accès au financement.

Foncier :

Les problèmes fonciers peuvent compliquer l'accès des agriculteurs aux terres et leur utilisation pour des activités agricoles.

Des conflits sur l'utilisation des terres peuvent également survenir entre les agriculteurs et d'autres parties prenantes.

Opportunités d'investissement

Intrants agricoles :

Il existe un important potentiel d'investissement dans la production et la distribution d'intrants agricoles tels que les semences, les engrais et les pesticides.

Traitement et conditionnement :

Les investissements dans la transformation et le conditionnement des produits agricoles, en particulier des produits horticoles, peuvent ajouter de la valeur et accroître la rentabilité.

Développement des infrastructures :

Les investissements dans le développement des infrastructures, notamment les routes, les ponts et les systèmes d'irrigation, peuvent faciliter l'accès aux marchés et améliorer la productivité.

Secteurs transversaux

Énergies renouvelables :

L'investissement dans les énergies renouvelables peut fournir de l'électricité aux zones rurales et réduire la dépendance aux combustibles fossiles pour les activités agricoles.

Technologies de l'information et de la communication (TIC) :

L'investissement dans les TIC peut améliorer l'accès à l'information et aux prix du marché pour les agriculteurs, ainsi que l'accès aux services financiers.

Éducation et formation :

L'investissement dans l'éducation et la formation des agriculteurs et des entrepreneurs peut améliorer la productivité et la rentabilité, ainsi que promouvoir l'innovation et l'esprit d'entreprise.

Eau et assainissement :

Les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement peuvent améliorer l'accès à l'eau propre pour les activités agricoles, ainsi que les effets en matière de santé publique.

Pêche :

La Guinée dispose d'un long littoral et d'un grand nombre de rivières, ce qui offre de nombreuses possibilités pour la pêche.

Le secteur présente un potentiel important de valeur ajoutée à travers la transformation et l'exportation des produits de la pêche.

Changement climatique:

Le changement climatique constitue une menace importante pour la production agricole en Guinée, avec une augmentation des sécheresses, des inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

Développement des marchés

d'exportation :

L'investissement dans le développement des marchés d'exportation, en particulier pour les produits de la pêche et les produits horticoles, peut offrir des possibilités d'augmentation des revenus et de diversification des marchés.



MINIER

Sub-Secteur

Défis

Opportunités d'investissement

Secteurs transversaux

Extraction de bauxite :

La Guinée est le premier exportateur mondial de bauxite, avec d'importantes réserves de minéral à haute teneur. L'extraction de la bauxite est un contributeur majeur à l'économie guinéenne, représentant plus de 90% de ses exportations.

Extraction de l'or :

La Guinée dispose d'un important potentiel inexploité pour l'extraction de l'or, avec d'importants gisements de minéral d'or dans diverses régions du pays. L'extraction de l'or a le potentiel de diversifier les exportations de minéraux de la Guinée et d'augmenter les revenus.

Infrastructure:

Les infrastructures guinéennes sont relativement sous-développées, ce qui rend difficile le transport de marchandises et d'équipements vers les sites miniers. L'accès limité à l'électricité et à l'approvisionnement en eau peut également avoir un impact sur les opérations minières.

Instabilité politique :

La Guinée a une histoire d'instabilité politique, ce qui peut créer de l'incertitude pour les investisseurs et avoir un impact sur la sécurité des opérations minières.

Développement de l'infrastructure :

Les investissements dans le développement des infrastructures, y compris les routes, les ponts et l'approvisionnement en électricité, peuvent améliorer l'accès aux sites miniers et réduire les coûts de transport.

Exploration:

L'investissement dans l'exploration permet d'identifier de nouveaux gisements minéraux et d'élargir la base de ressources pour les opérations minières.

Énergie renouvelable:

L'investissement dans les énergies renouvelables peut fournir un approvisionnement en électricité fiable et durable aux opérations minières, réduisant ainsi la dépendance aux combustibles fossiles.

Gestion de l'environnement:

L'investissement dans les pratiques de gestion environnementale, comme la remise en état des sites miniers et la gestion des déchets, peut atténuer les répercussions de l'exploitation minière sur l'environnement et les collectivités locales.

Exploitation du minerai de fer :

La Guinée possède d'importantes réserves de minerai de fer, qui est très demandé à l'échelle mondiale. Le secteur a un potentiel important de croissance et de développement, avec des projets miniers à grande échelle à divers stades de développement.

Exploitation de diamants :

La Guinée possède d'importants gisements de diamants, qui font l'objet d'une forte demande à l'échelle mondiale. Le secteur dispose d'un potentiel important de croissance et de développement, avec des projets miniers de grande envergure à différents stades de développement.

Relations avec les communautés :

Les activités minières peuvent avoir des impacts significatifs sur les communautés locales, y compris leur déplacement et la dégradation de l'environnement. Des stratégies efficaces de relations avec les communautés sont nécessaires pour atténuer ces répercussions et maintenir le « permis social » d'exploitation.

Environnement réglementaire :

L'environnement réglementaire de la Guinée peut être complexe et bureaucratique, créant des défis pour les investisseurs qui doivent naviguer à travers les procédures d'autorisation et se conformer aux réglementations.

Équipement et services miniers :

Les investissements dans l'équipement et les services miniers, tels que les services de forage et de dynamitage, peuvent offrir des débouchés aux entreprises locales et réduire la dépendance aux équipements importés.

Traitement et raffinage :

Investir dans le traitement et le raffinage des minéraux peut ajouter de la valeur et augmenter la rentabilité.

Développement de l'infrastructure :

Les investissements dans le développement des infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, peuvent améliorer les conditions de vie des communautés locales et soutenir des opérations minières durables.

Éducation et formation :

L'investissement dans l'éducation et la formation des communautés locales peut promouvoir les possibilités d'emploi locales et améliorer les compétences de la main-d'œuvre, soutenant ainsi le développement du secteur minier.



ÉNERGIE

Sub-Secteur

Énergie hydroélectrique :

La Guinée dispose d'un potentiel important pour la production d'énergie hydroélectrique, avec de nombreuses rivières et cascades à travers le pays. Le secteur présente un potentiel important de croissance et de développement, avec des projets à grande échelle à différents stades de développement.

Défis

Infrastructure :

Les infrastructures guinéennes sont relativement sous-développées, ce qui rend difficile le transport de biens et d'équipements vers les sites de projets énergétiques. L'accès limité à l'électricité et à l'eau peut également avoir un impact sur le développement de projets énergétiques.

Opportunités d'investissement

Développement des infrastructures :

Les investissements dans le développement des infrastructures, notamment les routes, les ponts et l'approvisionnement en électricité, peuvent améliorer l'accès aux sites de projets énergétiques et réduire les coûts de transport.

Secteurs transversaux

Développement des infrastructures :

Les investissements dans le développement des infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, peuvent améliorer les conditions de vie des communautés locales et soutenir des projets d'énergie durable.

Énergie solaire :

La Guinée bénéficie d'un ensoleillement abondant, ce qui en fait un lieu prometteur pour la production d'énergie solaire. Le secteur dispose d'un potentiel important de croissance et de développement, avec des projets de grande envergure à différents stades de développement.

Biomasse :

La Guinée dispose d'un potentiel important pour la production d'énergie à partir de la biomasse, grâce à l'abondance des déchets agricoles et des ressources forestières.

Le secteur a un potentiel important de croissance et de développement, avec des projets à grande échelle à différents stades de développement.

Énergie thermique :

La Guinée dispose de réserves limitées de ressources fossiles, mais la production d'énergie thermique à partir de combustibles importés contribue de manière significative au bouquet énergétique du pays. Le secteur est confronté à des défis liés à l'approvisionnement en carburant et à leur accessibilité financière.

Instabilité politique :

La Guinée a un passé d'instabilité politique, ce qui peut créer des inquiétudes pour les investisseurs et avoir un impact sur la sécurité des projets énergétiques.

Environnement réglementaire :

L'environnement réglementaire de la Guinée peut être complexe et bureaucratique, créant des défis pour les investisseurs qui doivent naviguer dans le processus d'autorisation et se conformer aux réglementations.

Accessibilité financière :

La Guinée dispose de ressources financières limitées, ce qui peut avoir un impact sur le caractère abordable des projets énergétiques et sur la capacité de la population à accéder aux services énergétiques.

Stockage de l'énergie :

Les investissements dans les technologies de stockage de l'énergie, telles que les batteries, peuvent aider à équilibrer les fluctuations des sources d'énergie renouvelables et à accroître la fiabilité du réseau.

Électrification rurale :

L'investissement dans l'électrification rurale peut élargir l'accès aux services énergétiques dans les zones reculées, soutenant ainsi le développement économique et améliorant la qualité de vie.

Efficacité énergétique :

L'investissement dans des mesures d'efficacité énergétique, telles que l'isolation des bâtiments et l'utilisation d'appareils efficaces, peut réduire la demande en énergie et la rendre plus abordable.

Agriculture :

L'investissement dans l'agriculture peut soutenir le développement de projets d'énergie issue de la biomasse, en fournissant un marché pour les déchets agricoles et en promouvant des pratiques durables d'utilisation des sols.

Éducation et formation :

L'investissement dans l'éducation et la formation des communautés locales peut améliorer leurs connaissances sur l'énergie et favoriser le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Gestion de l'environnement :

L'investissement dans les pratiques de gestion environnementale, telles que le reboisement et la gestion des déchets, peut atténuer les impacts des projets énergétiques sur l'environnement et les communautés locales.



Sub-Secteur

Tourisme culturel :

La Guinée possède un riche patrimoine culturel, avec des groupes ethniques et des pratiques traditionnelles diverses.

Le secteur offre des opportunités pour le développement de produits et d'expériences de tourisme culturel, tels que des festivals de musique et les visites culturelles.

Tourisme nature :

La Guinée possède d'importantes ressources naturelles, notamment des réserves de faune et de flore, des parcs nationaux et des plages. Le secteur offre des possibilités de développement de produits et d'expériences touristiques axés sur la nature, tels que des safaris animaliers et des activités d'écotourisme.

Tourisme sportif et d'aventure :

La topographie variée de la Guinée et les activités de plein air telles la randonnée et le rafting, offrent des opportunités pour le développement de produits et d'expériences de tourisme sportif et d'aventure.

Défis

Infrastructures :

Les infrastructures guinéennes sont relativement sous-développées, ce qui rend difficile le transport de personnes et d'équipements vers les sites touristiques. L'accès limité à un approvisionnement fiable en électricité et en eau peut également avoir un impact sur la qualité des services touristiques.

Sécurité :

La Guinée est confrontée à des problèmes de sécurité liés à la criminalité et au terrorisme, ce qui peut avoir un impact sur la sécurité des touristes et l'attractivité du pays en tant que destination touristique.

Environnement réglementaire :

L'environnement réglementaire de la Guinée peut être complexe et bureaucratique, créant des défis pour les investisseurs qui doivent naviguer au travers des procédures d'autorisation et se conformer aux réglementations.

Opportunités d'investissement

Développement de l'infrastructure :

Les investissements dans le développement des infrastructures, y compris les routes, les aéroports et les installations touristiques, peuvent améliorer l'accès aux sites touristiques et soutenir la croissance du secteur.

Marketing et promotion :

L'investissement dans le marketing et la promotion de la Guinée en tant que destination touristique peut accroître sa visibilité et attirer les visiteurs.

Développement du capital humain :

L'investissement dans l'éducation et la formation pour le secteur du tourisme peut améliorer la qualité des services touristiques et soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Secteurs transversaux

Développement de l'infrastructure :

Les investissements dans le développement d'infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, peuvent améliorer les conditions de vie des communautés locales et soutenir des projets de tourisme durable.

Préservation culturelle :

L'investissement dans la préservation culturelle peut soutenir le développement de produits et d'expériences de tourisme culturel et promouvoir des pratiques de tourisme durable.

Gestion de l'environnement :

L'investissement dans les pratiques de gestion de l'environnement, telles que la conservation de la faune et de la flore et la gestion des déchets, peut atténuer les impacts du tourisme sur l'environnement et les communautés locales.

L'économie émergente de la Guinée et sa présence internationale grandissante offrent des opportunités pour le développement de produits et d'expériences dans le tourisme d'affaires, tels que les conférences et des salons professionnels.

Infrastructure touristique limitée :
L'infrastructure touristique de la Guinée, y compris les hôtels et les transports, est relativement sous-développée, ce qui peut avoir un impact sur la qualité des services touristiques et l'expérience touristique globale.

Diversification des produits touristiques :
L'investissement dans le développement de produits et d'expériences touristiques nouveaux et innovants peut accroître l'attractivité de la Guinée en tant que destination touristique.

Agriculture :
L'investissement dans l'agriculture peut soutenir le développement de produits et d'expériences touristiques durables, tels que les repas de la ferme à la table et les activités d'écotourisme.



PRODUCTION ET TRANSFORMATION

Sub-Secteur

Aliments et boissons :

La Guinée dispose d'un secteur agricole important, offrant des opportunités de développement pour la fabrication de produits alimentaires et de boissons, y compris la transformation et le conditionnement des produits agricoles.

Le secteur offre des possibilités de développement de produits alimentaires et de boissons à valeur ajoutée pour les marchés nationaux et d'exportation.

Textiles et vêtements :

La Guinée dispose d'un secteur textile et d'habillement en pleine croissance, avec des opportunités pour le développement de sites de production de vêtements et produits textiles.

Défis

Infrastructures :

L'infrastructure guinéenne est relativement sous-développée, ce qui peut avoir un impact sur la disponibilité d'une énergie et d'un transport fiables pour les sites de production.

L'accès limité à un approvisionnement fiable en eau peut également avoir un impact sur les processus de fabrication et la qualité des produits.

Capital humain :

La main-d'œuvre guinéenne est relativement peu formée, ce qui peut avoir un impact sur la qualité des processus de fabrication et le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Opportunités d'investissement

Développement des infrastructures :

Les investissements dans le développement des infrastructures, y compris l'énergie et les transports, peuvent soutenir le développement des installations de fabrication et des chaînes d'approvisionnement.

Développement du capital humain :

L'investissement dans l'éducation et la formation pour le secteur manufacturier peut améliorer la qualité des procédés de fabrication et soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Secteurs transversaux

Développement de l'infrastructure :

Les investissements dans le développement des infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau et l'assainissement, peuvent améliorer les conditions de vie des communautés locales et soutenir des projets de fabrication durables.

Le secteur offre des opportunités pour le développement de sites de production orientés vers l'exportation et la création de produits à forte valeur ajoutée.

Matériaux de construction :

Le secteur en pleine croissance de la construction en Guinée offre des opportunités pour le développement de sites de production de matériaux de construction, tel le ciment, l'acier et les matériaux de couverture. Le secteur offre des opportunités pour développer des chaînes d'approvisionnement et des infrastructures locales pour soutenir l'industrie de la construction.

Biens de consommation :

La classe moyenne croissante de la Guinée offre des opportunités pour le développement de sites de production de biens de consommation, notamment les produits de soins personnels, les articles ménagers et les appareils électroménagers. Le secteur offre des possibilités pour le développement de chaînes d'approvisionnement et des produits à valeur ajoutée à l'échelle Nationale.

L'accès limité aux opportunités de formation et d'éducation peut également impacter le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Environnement réglementaire :

L'environnement réglementaire de la Guinée peut être complexe et bureaucratique, créant des défis pour les investisseurs qui doivent naviguer au travers des procédures d'autorisation et se conformer aux réglementations.

Accès limité au financement :

Le secteur financier de la Guinée est relativement sous-développé, avec un accès limité au financement pour les projets manufacturiers.

Accès au financement :

L'investissement dans le secteur financier peut accroître l'accès au financement pour les projets manufacturiers, soutenant ainsi la croissance du secteur.

Diversification des produits manufacturés :

L'investissement dans le développement de nouveaux produits et de procédés de fabrication innovants peut accroître la compétitivité du secteur manufacturier guinéen.

Agriculture :

L'investissement dans l'agriculture peut soutenir le développement de la fabrication et de la transformation de produits alimentaires à valeur ajoutée en promouvant des pratiques agricoles durables et en augmentant la compétitivité du secteur de la fabrication d'aliments et de boissons en Guinée.

Énergie :

Les investissements dans les sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire et éolienne, peuvent fournir une énergie fiable et abordable pour les sites de production, soutenant la croissance du secteur et réduisant les émissions de carbone.

Technologie :

L'investissement dans la technologie et l'innovation peut soutenir le développement de procédés avancés de fabrication et de produits, augmentant ainsi la compétitivité du secteur manufacturier guinéen.



INFRASTRUCTURE

Sub-Secteur

Transport :

La Guinée dispose d'une vaste superficie avec un potentiel important pour le développement des infrastructures de transport, y compris les routes, les chemins de fer et les aéroports.

Le secteur offre des opportunités pour le développement de liaisons de transport nationales et régionales, améliorant la connectivité et soutenant la croissance économique.

Énergie :

La Guinée dispose d'importantes ressources énergétiques inexploitées, notamment l'hydroélectricité et l'énergie solaire, ce qui offre des possibilités d'investissement dans les infrastructures énergétiques.

Le secteur offre des opportunités pour le développement de sources d'énergie fiables et abordables, en soutien au développement industriel et améliorant l'accès à l'électricité pour les ménages et les entreprises.

Défis

Financement:

La Guinée est confrontée à d'importants problèmes de financement dans le développement des infrastructures, en particulier compte tenu de la disponibilité limitée de financement auprès des organisations internationales et des sources nationales.

Le coût élevé du développement des infrastructures peut également constituer un obstacle à l'investissement.

Gouvernance:

La gouvernance en Guinée peut être un challenge, en particulier en matière de corruption et d'inefficacité bureaucratique, ce qui peut affecter la concrétisation des projets d'infrastructure.

Opportunités d'investissement

Partenariats public-privé :

L'investissement dans les partenariats public-privé peut constituer un mécanisme efficace de financement et de mise en œuvre de projets d'infrastructure, en tirant parti de l'expertise et du financement du secteur privé.

Financement multilatéral :

L'investissement dans le financement d'organisations multilatérales, telles que la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, peut constituer une source de financement pour les projets d'infrastructure, réduisant ainsi la charge qui pèse sur les budgets nationaux.

Secteurs transversaux

Agriculture:

Les investissements dans les infrastructures rurales, y compris les routes et l'approvisionnement en eau, peuvent améliorer l'accès aux marchés et soutenir le développement de chaînes de valeur dans le secteur agricole.

Tourisme:

Les investissements dans les transports et les infrastructures de numériques peuvent soutenir la croissance du secteur du tourisme, améliorer l'accès aux destinations touristiques et améliorer l'expérience des visiteurs.

Eau et assainissement :

La Guinée est confrontée à des défis importants pour assurer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, en particulier dans les zones rurales. Le secteur offre des opportunités d'investissement dans les infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, améliorant les conditions de santé et soutenant la croissance économique.

Télécommunication :

La Guinée dispose d'un secteur des télécommunications en pleine croissance, avec des opportunités d'investissement dans l'élargissement de l'accès aux services mobiles et Internet. Le secteur offre des opportunités pour le développement d'infrastructures numériques et de plateformes de commerce en ligne, améliorant l'accès à l'information et soutenant le développement économique.

Capacité :

La Guinée dispose de capacités institutionnelles et techniques limitées pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'infrastructure, ce qui peut impacter la gestion et la conduite des projets.

Impact environnemental et social :

Le développement des infrastructures peut avoir des impacts environnementaux et sociaux significatifs, en particulier dans les domaines de l'utilisation des terres, des déplacements de personnes et de la gestion des ressources naturelles.

Technologie et innovation :

Les investissements dans la technologie et l'innovation, tels que la technologie des systèmes intelligents ou les dispositifs de gestion durable de l'eau, peuvent soutenir le développement de projets d'infrastructure durables et efficaces.

Intégration régionale:

Les investissements dans l'intégration des infrastructures régionales peuvent améliorer la connectivité et soutenir la croissance économique, en particulier dans les domaines des infrastructures de transport et d'énergie.

Santé:

Les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement peuvent améliorer les résultats en matière de santé et réduire la prévalence des maladies d'origine hydrique, en favorisant le développement d'une main-d'œuvre en bonne santé et en améliorant la productivité.

Éducation:

Les investissements dans les infrastructures numériques, telles que la connectivité à Internet et les plateformes d'apprentissage en ligne, peuvent améliorer l'accès à l'éducation et soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, favorisant ainsi la croissance économique et l'innovation.



TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Sub-Secteur

Télécommunication :

La Guinée dispose d'un secteur des télécommunications en pleine croissance avec des opportunités d'investissement dans l'élargissement de l'accès aux services mobiles et Internet. Le secteur offre des opportunités pour le développement d'infrastructures numériques et de plateformes de e-commerce, améliorant l'accès à l'information et soutenant le développement économique.

Administration en ligne :

La Guinée a fait quelques progrès dans la mise en œuvre d'initiatives d'administration en ligne, mais il existe des opportunités significatives pour investir dans les infrastructures numériques et les services électroniques. Le secteur offre des opportunités pour le développement de services publics plus efficaces et transparents, améliorant la gouvernance et réduisant ainsi la corruption.

Défis

Infrastructure numérique :

La Guinée est confrontée à des défis importants dans le développement de l'infrastructure numérique, notamment une connectivité Internet restreinte, une alimentation électrique inadéquate et une expertise technique limitée. Le coût élevé du développement de l'infrastructure numérique peut également constituer un obstacle à l'investissement.

Environnement réglementaire :

L'environnement réglementaire de la Guinée peut être difficile, en particulier dans les domaines de la confidentialité des données et de la protection de la propriété intellectuelle, ce qui peut avoir un impact sur la mise en œuvre des projets informatiques.

Opportunités d'investissement

Partenariats public-privé :

L'investissement dans les partenariats public-privé peut constituer un mécanisme efficace pour le financement et la mise en œuvre de projets dans le secteur des TIC, en tirant parti de l'expertise et du financement du secteur privé.

Renforcement des capacités :

L'investissement dans les programmes de renforcement des capacités, y compris la formation technique et universitaire, peut soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des TIC et la mise en œuvre des projets.

Secteurs transversaux

Éducation :

Les investissements dans les infrastructures numériques et les plateformes d'apprentissage en ligne peuvent améliorer l'accès à l'éducation et soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, favorisant ainsi la croissance économique et l'innovation.

Santé :

L'investissement dans les initiatives de santé numérique, y compris la télémédecine et les dossiers médicaux en ligne, peut améliorer les performances de

Commerce en ligne :

Le marché guinéen du commerce en ligne est actuellement sous-développé, mais il existe un important potentiel de croissance. Le secteur offre des possibilités de développement de systèmes de paiement numériques, de marchés en ligne et d'infrastructures logistiques, améliorant ainsi l'accès aux biens et services et soutenant la croissance économique.

Services informatiques :

La Guinée possède un secteur des services informatiques naissant, offrant des possibilités d'investissement dans le développement des compétences numériques et de l'expertise technique. Le secteur offre des opportunités pour le développement de logiciels et de services de développement d'applications, soutenant l'innovation et la croissance économique.

Éducation et compétences :

La Guinée dispose de compétences techniques et numériques limitées au sein de sa main-d'œuvre, ce qui peut impacter le développement et la mise en œuvre des projets de télécommunication.

Cybersécurité :

L'environnement de la Guinée en matière de cybersécurité est insuffisamment développé, ce qui peut impacter la sécurité et la fiabilité des infrastructures et des services numériques.

Innovation :

L'investissement dans l'innovation et la recherche-développement y compris le développement de start-ups et d'incubateurs locaux, peut soutenir le développement d'un secteur des technologies de l'information dynamique.

Inclusion numérique :

L'investissement dans des initiatives visant à améliorer l'inclusion numérique, dont l'extension de l'accès aux services Internet et l'amélioration de la culture numérique, peut soutenir le développement d'une économie numérique plus inclusive et équitable.

Agriculture :

L'investissement dans des initiatives digitales pour l'agriculture, y compris l'agriculture de précision et les plateformes de e-commerce, peut soutenir le développement des chaînes de valeur et améliorer l'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles.

Services financiers :

L'investissement dans les systèmes de paiement numérique et les services fintech peut améliorer l'accès aux services financiers, soutenir l'inclusion financière et la croissance économique.

3. Plans nationaux et cadre stratégique

Le gouvernement de la Guinée a développé plusieurs plans et cadres politiques nationaux pour guider le développement du pays et aborder divers enjeux socio-économiques auxquels sa population est confrontée. Cette section examine certains de ces plans et cadres politiques.

- 01. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée – DSRP (2013-2015)** : La troisième Stratégie de Réduction de la Pauvreté de la Guinée, élaborée avec le FMI et la Banque mondiale, se concentre sur la croissance économique, l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation, et l'amélioration de la gouvernance de 2013 à 2015. Ciblante la réduction de la pauvreté, elle présente des opportunités d'investissements dans des secteurs clés, s'alignant sur les objectifs économiques et sociaux plus larges du pays.
- 02. Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020** : Le PNDES 2016-2020, marquant le développement stratégique de la Guinée après la période 2011-2015, vise à transformer la nation en un État prospère d'ici 2040. Abordant les défis socio-économiques et environnementaux, y compris les soins de santé post-Ebola, le plan est un effort collaboratif impliquant le gouvernement, le secteur privé et les communautés vulnérables. Il détaille les approches stratégiques, la mise en œuvre et l'évaluation, offrant des opportunités d'investissement alignées avec les objectifs de croissance et de résilience de la Guinée.
- 03. Élargissement des Investissements Agricoles et de la Sécurité Alimentaire en Guinée (2013-2027)** : Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts de la Guinée, dans son document stratégique de décembre 2017, "Politique Nationale de Développement Agricole", et le document de politique du gouvernement de juillet 2012, "Sécurité Alimentaire 2013-2017", présentent des cadres robustes pour révolutionner les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire du pays. La politique de 2017 se concentre sur l'agriculture durable, la modernisation agricole et le développement du marché, tandis que la politique de 2012 décrit le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), en ligne avec la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté et la Politique Agricole Commune de la CEDEAO. Ces politiques soulignent l'engagement de la Guinée à transformer l'agriculture en un secteur productif, durable et rentable, et à garantir la sécurité alimentaire. Elles offrent ensemble des opportunités substantielles pour les investisseurs dans des domaines tels que les technologies agricoles innovantes, l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les initiatives d'agriculture durable. Ces secteurs sont essentiels pour la stabilité économique de la Guinée avec l'avantage d'allier rentabilité et responsabilité sociale.

- 04. Plan de Développement du Secteur de la Santé en Guinée (2014-2024) :** Divers documents stratégiques du Ministère de la Santé de la Guinée — dont la "Politique Nationale de Santé" (2014), la "Politique Nationale de Santé Communautaire" (2017), et le "Plan de Développement du Secteur de la Santé (2015-2024)" — présentent collectivement une approche complète et intégrée du développement des soins de santé. Ces politiques mettent l'accent sur l'importance de la santé en tant que droit fondamental et se concentrent sur le développement à la fois du système de santé global et des services de santé au niveau communautaire. Le Plan de Développement 2015-2024 priorise les soins de santé primaires et le renforcement du système, abordant les défis de morbidité et de mortalité, et est soutenu par les politiques de 2014 et 2017 qui étendent ces efforts à la santé communautaire. Ces stratégies offrent des opportunités d'investissement précieuses dans l'infrastructure de santé, les technologies médicales et les initiatives de santé communautaire. S'alignant sur les engagements sanitaires mondiaux et les principes de la Déclaration de Paris, ces plans créent un environnement propice à l'investissement, visant à améliorer les résultats de santé et la croissance économique en Guinée.
- 05. Stratégie Éducative de la Guinée (ProDEC 2020-2030) :** Le "Programme Décennal de l'Éducation" (ProDEC) de la Guinée, couvre la période 2020-2030 et se concentre sur l'amélioration de l'éducation et de la formation. Aligné sur le Plan National de Développement Économique et Social, le ProDEC met l'accent sur des objectifs éducatifs durables et l'amélioration de domaines clés tel le déploiement de l'éducation de base, la diversification de l'éducation secondaire et l'éducation inclusive. Élaboré grâce à une collaboration multisectorielle, guidée par une expertise internationale en planification, le ProDEC implique un engagement complet des parties prenantes et se concentre à la fois sur l'éducation de qualité et la gestion de l'augmentation du nombre d'élèves. Il couvre les diagnostics sectoriels, les orientations politiques, les programmes prioritaires, le financement et l'évaluation du programme, reflétant un engagement profond pour faire renforcer et faire évoluer le paysage éducatif de la Guinée.

Ces politiques et plans visent à promouvoir la bonne gouvernance, à accélérer la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être de la population guinéenne.

4. Cadre politique de la diaspora²

Le Cadre politique de la diaspora en Guinée est une politique conçue pour exploiter les compétences, les ressources et les talents de la diaspora guinéenne vivant à l'étranger afin de contribuer au développement de leur pays. La Guinée possède une importante diaspora, estimée à environ six millions de personnes vivant dans divers pays à travers le monde. Le gouvernement reconnaît l'importance de cette diaspora et a élaboré des politiques pour exploiter son potentiel.

4.1. Le Cadre politique de la diaspora en Guinée poursuit quatre objectifs principaux:

- 01.** Mobiliser les ressources et les talents de la diaspora pour le développement : Le gouvernement vise à créer une plate-forme permettant à la diaspora d'apporter ses compétences et ses ressources pour soutenir les initiatives de développement en Guinée. Il s'agit notamment de faciliter les investissements dans divers secteurs, tels que l'agriculture, les infrastructures et l'éducation.
- 02.** Promouvoir l'intégration de la diaspora dans le processus de développement de la Guinée : Le cadre politique cherche à impliquer la diaspora dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets liés au développement du pays. Cela inclut la création de canaux pour favoriser la participation de la diaspora aux processus de décision, tels que la mise en place de mécanismes de consultation et de remontée d'informations.
- 03.** Protéger les droits et le bien-être de la diaspora : le gouvernement reconnaît que les populations de la diaspora sont souvent vulnérables à l'exploitation et à la discrimination. Le cadre politique vise à protéger les droits et le bien-être de la diaspora guinéenne en fournissant des services consulaires, en facilitant l'accès aux services juridiques et en répondant aux doléances qu'elle peut avoir.
- 04.** Promouvoir les liens culturels et sociaux entre la diaspora et la Guinée : Le cadre politique reconnaît l'importance de maintenir les liens culturels et sociaux entre la Guinée et sa diaspora. Le gouvernement entend promouvoir les échanges culturels et à préserver le patrimoine culturel guinéen à travers des initiatives telles que l'organisation d'événements culturels et le soutien aux associations culturelles guinéennes à l'étranger.

^[2] Les informations présentées ici proviennent de diverses sources fiables, notamment de rapports officiels, d'articles réputés et, surtout, d'entretiens directs avec des fonctionnaires de la DGCE, de la Direction générale de la formalisation des entreprises (DGFE) et du Conseil supérieur des Guinéens de l'étranger.

4.2. Le Cadre politique de la diaspora en Guinée comporte plusieurs composantes, notamment :

- 01. Cadre institutionnel** : Cette composante se focalise sur la mise en place d'institutions et de mécanismes pour faciliter l'engagement avec la diaspora, tels qu'un Ministère ou un Département dédié, des conseils ou comités de la diaspora, tel le Haut Conseil des Guinéens établis à l'Étranger et des stratégies de vulgarisation et de mobilisation.
- 02. Cadre juridique et réglementaire** : Cette composante vise à établir un cadre juridique et réglementaire pour protéger les droits des membres de la diaspora et encourager leur participation au développement national, tels que leurs droits en tant que citoyens, les droits de vote et les droits de propriété.
- 03. Cadre économique et financier** : Ce volet se concentre sur l'exploitation des compétences, de l'expertise et des ressources de la diaspora pour contribuer au développement économique, par exemple par le biais d'investissements, du transfert de fonds et l'entrepreneuriat.
- 04. Cadre social et culturel** : Ce volet vise à favoriser un sentiment d'appartenance et d'identité au sein de la diaspora et à encourager son engagement dans la culture et la société guinéennes, par exemple par le biais de programmes d'échanges culturels, de cours de langue et les réseaux sociaux.
- 05. Cadre de communication et d'information** : Cette composante se concentre sur la mise en place de canaux de communication et d'information efficaces entre la diaspora et le gouvernement, notamment par le biais de sites internet dédiés, des plateformes de médias sociaux et des lettres d'information ou bulletins réguliers.

4.3. Le cadre politique de la diaspora en Guinée est mis en œuvre à travers une série de mesures, notamment:

- 01. Création d'une unité de la diaspora :** Le gouvernement guinéen a créé une unité de la diaspora au sein du ministère des Affaires Étrangères pour coordonner la mise en œuvre du cadre politique.
- 02. Organisation de conférences et de forums de la diaspora :** Le gouvernement organise des conférences et des forums sur la diaspora pour permettre aux membres de la diaspora de partager leurs expériences, de se mettre en réseaux et d'en apprendre davantage sur les opportunités d'investissement en Guinée.
- 03. Développement d'une base de données sur la diaspora :** Le gouvernement a développé une base de données des membres de la diaspora guinéenne vivant à l'étranger. Cette base de données est utilisée pour identifier les investisseurs potentiels, ainsi que pour fournir des informations sur les politiques et les services du gouvernement.

En conclusion, le Cadre politique de la diaspora en Guinée est une stratégie importante pour promouvoir la participation de la diaspora au développement du pays. Ce cadre vise à renforcer les relations entre le gouvernement et la diaspora, à promouvoir l'intégration culturelle, à améliorer l'accès à l'information et à apporter un soutien aux membres de la diaspora qui retournent en Guinée. Le gouvernement a mis en œuvre diverses mesures pour assurer la mise en œuvre effective du cadre politique.

5. Financement Investisseurs & PME

Le financement des investisseurs et des petites et moyennes entreprises (PME) en Guinée peut être une tâche difficile, compte tenu de la disponibilité limitée des ressources financières et le faible développement du secteur financier. Cependant, il existe plusieurs options de financement disponibles pour les investisseurs et les PME en Guinée, notamment :

- 01. Banques commerciales :** Les banques commerciales sont la principale source de financement des PME en Guinée. Cependant, le secteur est sous-développé et les taux d'intérêt sont élevés, ce qui rend difficile l'accès des PME au financement. En outre, les banques peuvent exiger des garanties, que les PME n'ont pas toujours.
- 02. Institutions de microfinance (IMF) :** Les IMF sont une source alternative de financement pour les PME qui n'ont pas de garanties ou qui ont des historiques de crédit limité. Les IMF offrent des petits prêts à des taux d'intérêt inférieurs à ceux des banques commerciales. Cependant, les IMF peuvent avoir une portée limitée et le montant de leurs prêts peut être insuffisant pour les PME ayant des besoins de financement plus importants.
- 03. Capital-risque :** Le capital-risque est un investissement dans une entreprise au statut embryonnaire ou en phase de démarrage qui a un potentiel de croissance élevé. Les sociétés de capital-risque investissent en échange d'une participation dans l'entreprise. Cependant, le capital-risque n'est pas très répandu en Guinée et la plupart des sociétés de capital-risque se concentrent sur le secteur technologique.
- 04. Capital-investissement :** Le capital-investissement consiste à investir dans des sociétés ou entreprises établies qui ont un potentiel de croissance. Les sociétés de capital-investissement acquièrent une participation dans l'entreprise et travaillent avec la direction pour améliorer les opérations et accroître la rentabilité. Cependant, le capital-investissement est également peu répandu en Guinée et le secteur demeure très peu développé.
- 05. Programmes gouvernementaux :** Le gouvernement guinéen dispose de divers programmes d'appui aux PME et aux investisseurs, comme le Fonds national d'appui et de développement des PME (FONAPME), qui offre des prêts et une assistance technique aux PME. Le gouvernement offre également des incitations fiscales aux investisseurs dans certains secteurs, tels que l'exploitation minière et l'agriculture.

En conclusion, le financement des investisseurs et des PME en Guinée peut être difficile en raison de la disponibilité limitée des ressources financières et du sous-développement du secteur financier. Cependant, il existe diverses options de financement, y compris les banques commerciales, les institutions de microfinance, le capital-risque, le capital-investissement et les programmes gouvernementaux, qui peuvent aider les investisseurs et les PME à accéder au financement dont ils ont besoin pour croître et réussir.

6. À faire et à ne pas faire

INVESTIR	
A FAIRE ✓	À NE PAS FAIRE ✗
EFFECTUEZ DES RECHERCHES APPROFONDIES SUR LE MARCHÉ ET LA DEMANDE POUR VOTRE PRODUIT OU SERVICE.	INVESTIR AVEUGLÉMENT SANS ÉTUDIER LE MARCHÉ.
DEMANDEZ CONSEIL À UN CONSULTANT OU À UN CONSEILLER EN AFFAIRES LOCAL.	PARTIR DU PRINCIPE QUE VOUS SAVEZ TOUT SUR LA CULTURE ET LES PRATIQUES COMMERCIALES LOCALES.
FAITES PREUVE DE PATIENCE ET DE PERSÉVÉRANCE DANS VOS DÉMARCHES ADMINISTRATIVES ET DANS L'OBTENTION DES PERMIS ET LICENCES NÉCESSAIRES.	SOUDOYER LES FONCTIONNAIRES POUR ACCÉLÉRER LE PROCESSUS.
INVESTISSEZ DANS L'ÉTABLISSEMENT DE BONNES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES ET LES FOURNISSEURS LOCAUX.	SUPPOSER QUE VOUS POUVEZ TOUT GÉRER VOUS-MÊME SANS SOUTIEN LOCAL.
ENVISAGEZ D'INVESTIR DANS LES SECTEURS MINIER, ÉNERGÉTIQUE ET AGRICOLE, QUI PRÉSENTENT UN POTENTIEL DE CROISSANCE EN GUINÉE.	INVESTIR DANS DES SECTEURS DÉJÀ SATURÉS OU EN DÉCLIN.

CRÉER UNE ENTREPRISE

A FAIRE ✓

ENREGISTREZ VOTRE ENTREPRISE AUPRÈS DES AUTORITÉS COMPÉTENTES ET OBTENEZ LES PERMIS ET LICENCES NÉCESSAIRES.

EMBAUCHEZ DES EMPLOYÉS LOCAUX QUI CONNAISSENT LES PRATIQUES COMMERCIALES ET LA CULTURE LOCALES.

RESPECTEZ LES COÛTUMES ET LES PRATIQUES CULTURELLES LOCALES.

INVESTISSEZ DANS LA FORMATION ET LA PROGRESSION DE VOS EMPLOYÉS.

TENEZ COMPTE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET INVESTISSEZ DANS LA COMMUNAUTÉ PAR LE BIAIS D'INITIATIVES DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES.

À NE PAS FAIRE ✗

EXERCER VOTRE ACTIVITÉ SANS ÊTRE DÛMENT ENREGISTRÉ ET SANS AVOIR OBTENU LES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES.

EMBAUCHER UNIQUEMENT DES EXPATRIÉS SANS DONNER D'OPPORTUNITÉ AUX LOCAUX.

NE PAS RESPECTER LES COÛTUMES ET PRATIQUES CULTURELLES LOCALES.

IGNORER LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES EMPLOYÉS.

IGNORER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET SE CONCENTRER UNIQUEMENT SUR LES PROFITS.

GÉNÉRALITÉS

A FAIRE ✓

SOYEZ CONSCIENT DES RISQUES DE SÉCURITÉ ET PRENEZ LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES.

SOYEZ CONSCIENT DES PRATIQUES INFORMELLES, CONTRAIRES À L'ÉTHIQUE OU ILLÉGALES QUI POURRAIENT RUINER VOTRE RÉPUTATION EN TANT QU'INVESTISSEUR/ENTREPRENEUR.

SOYEZ CONSCIENT DE LA CORRUPTION ET PRENEZ LES MESURES NÉCESSAIRES POUR VOUS PROTÉGER ET PROTÉGER VOTRE ENTREPRISE.

APPRENEZ LE FRANÇAIS, LA LANGUE OFFICIELLE DE L'ÉTAT ET DES INSTITUTIONS EN GUINÉE, ET INVESTISSEZ DANS DES SERVICES DE TRADUCTION SI NÉCESSAIRE.

FAÏTES PREUVE DE PATIENCE ET SOYEZ RESPECTUEUX LORSQUE VOUS TRAITEZ AVEC DES PARTENAIRES PROFESSIONNELS ET DES AUTORITÉS LOCALES

DEMANDEZ UN AVIS JURIDIQUE AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS D'AFFAIRES IMPORTANTES.

METTEZ À PROFIT LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR AMÉLIORER LES PRATIQUES ET ACCROÎTRE LEUR EFFICACITÉ.

À NE PAS FAIRE ✗

IGNORER LES RISQUES DE SÉCURITÉ ET METTRE VOTRE ENTREPRISE ET VOUS-MÊMES EN DANGER.

METTRE EN PÉRIL VOTRE ENTREPRISE ET VOTRE RÉPUTATION.

PARTICIPER À DES ACTES DE CORRUPTION.

PARTIR DU PRINCIPE QUE TOUT LE MONDE PARLE ANGLAIS.

FAIRE PREUVE D'AGRESSIVITÉ ET DE MANQUE DE RESPECT DANS LES RELATIONS AVEC DES PARTENAIRES COMMERCIAUX ET LES REPRÉSENTANTS LOCAUX.

PRENDRE DES DÉCISIONS IMPORTANTES SANS DEMANDER DE CONSEILS JURIDIQUES.

S'ATTENDRE À DES RÉSULTATS OU À UN SUCCÈS IMMÉDIAT.

7. Note sur l'environnement des affaires en Guinée

La Guinée possède de vastes ressources naturelles, notamment de la bauxite, de l'or et des diamants, ainsi qu'un potentiel de développement agricole. Cependant, malgré son potentiel important, la Guinée a été confrontée à de nombreux défis économiques et politiques ces dernières années.

Défis

Malgré ces réformes incitatives, la Guinée continue de faire face à plusieurs défis dans la promotion de l'investissement et de la croissance économique. Ces défis comprennent :

- **L'instabilité politique** : La Guinée a connu une instabilité politique importante ces dernières années, ce qui a eu un impact sur l'environnement des affaires et a découragé les investissements.
- **Les infrastructures** : La Guinée est confrontée à des défis importants dans le développement de ses infrastructures, notamment un accès limité à l'électricité et aux télécommunications, ce qui peut avoir un impact sur le coût des affaires.

L'environnement des affaires en Guinée peut être difficile, avec des barrières importantes à l'entrée et des coûts élevés pour faire des affaires. Toutefois, ces dernières années, le gouvernement a mis en œuvre une série de réformes visant à encourager l'investissement et à promouvoir la croissance économique.

Réformes incitatives à l'investissement :

01. **Code des investissements** : Le gouvernement guinéen a mis en place un Code des investissements qui offre une palette d'incitations aux investisseurs locaux et étrangers. Le code comprend des mesures telles que des exonérations fiscales, des droits d'importation réduits sur les biens d'équipement et des procédures simplifiées pour la création d'une entreprise.
02. **Zones franches** : Le gouvernement a établi des zones franches dans plusieurs endroits du pays, qui offrent des exonérations fiscales, des droits d'importation réduits et des procédures simplifiées pour la création d'une entreprise. Ces zones visent à promouvoir les investissements dans des secteurs ciblés, notamment l'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme.

- **La corruption :** La Guinée a un niveau élevé de corruption, ce qui peut avoir un impact sur l'environnement réglementaire et augmenter le coût des affaires.
- **La sécurité :** La Guinée a été confrontée à des problèmes de sécurité dans plusieurs régions du pays, ce qui peut avoir un impact sur la sécurité des investisseurs et de leurs actifs.

03. Partenariats public-privé : Le gouvernement a cherché à accroître la participation du secteur privé au développement des infrastructures par le biais de partenariats public-privé (PPP). Ces partenariats peuvent offrir une panoplie d'incitations aux investisseurs, dont la réduction des risques et l'accès au financement.

04. Réformes réglementaires : Le gouvernement a mis en œuvre une série de réformes réglementaires visant à améliorer le climat des affaires et à réduire les obstacles à l'entrée. Ces réformes comprennent la simplification des procédures administratives, la réduction de la bureaucratie et l'amélioration de l'accès au crédit.

05. Agences de promotion de l'investissement : Le gouvernement a mis en place plusieurs agences de promotion de l'investissement, notamment l'Agence de promotion des investissements et de développement du secteur privé (NAPIPD) et l'Agence de promotion des investissements privés (APIP), qui fournissent des informations et un soutien aux investisseurs.

Malgré ces défis, la Guinée a fait des progrès considérables dans l'amélioration de son environnement des affaires et la promotion de l'investissement au cours des dernières années. Les réformes incitatives du gouvernement, y compris le Code des investissements, les zones franches et les partenariats public-privé, ont créé des opportunités pour les investisseurs locaux et étrangers dans des secteurs ciblés. Cependant, les efforts en cours pour relever les défis liés à la stabilité politique, à l'infrastructure, à la corruption et à la sécurité seront essentiels pour maintenir ces progrès et promouvoir la croissance économique à long terme.

Annexes

- 01- Entreprises à succès – Études de cas
- 02- Facilité de faire des affaires à Conakry – Guinée
- 03- Formalités d'enregistrement d'une organisation non gouvernementale (ONG)
- 04- Formalités d'immatriculation d'une société à responsabilité limitée (SARL)
- 05- Procédures et coûts d'enregistrement des entreprises
- 06- Formalités d'ouverture d'un compte bancaire
- 07- Liste des organismes publics compétents pour faire des affaires en Guinée.
- 08- Ce qu'il faut faire et ne pas faire dans la conduite d'affaires en Afrique

Étude de cas #01: Digitalus Guinée

Renforcer les entreprises grâce au marketing numérique



Rencontrez Alain Serge ZAI, consultant senior en marketing, communication, médias et numérique, membre de la diaspora, et co-fondateur et directeur général de Digitalus Guinée. Avec une passion pour l'entrepreneuriat et une vision pour conduire la transformation numérique, Alain a créé Digitalus en Guinée en 2017. La mission principale de l'agence est d'accompagner les entreprises et organisations en Guinée et dans la sous-région dans la formulation et l'exécution de stratégies numériques efficaces.

En tant qu'entrepreneur de la diaspora, Alain a été bien accueilli par la communauté locale. Partageant un contexte culturel similaire avec les habitants de la région forestière de Guinée, Alain a trouvé facile de s'intégrer dans l'environnement commercial local.

Il a également constaté que la population guinéenne était très hospitalière et réceptive aux idées novatrices.

La motivation derrière la création de Digitalus réside dans la reconnaissance d'un défi important auquel est confronté le paysage commercial de la Guinée. De nombreux services et compétences essentiels étaient importés, ce qui les rendait inaccessibles aux entreprises locales ou leur coût était prohibitif. Alain a vu une occasion de combler ce manque et d'offrir des solutions digitales sur place qui aideraient les entreprises à réduire leurs coûts, à améliorer leur compétitivité et à favoriser leur croissance.

La création d'une entreprise prospère en Guinée s'est accompagnée de son lot d'obstacles. Comme la plupart des startups et des PME, Digitalus a dû relever des défis tels que la sécurisation d'un fonds de roulement adéquat, l'accès à des marchés bien rémunérés et la recherche de professionnels qualifiés.

Cependant, la persévérance, l'adaptabilité et l'engagement d'Alain et de son équipe envers des services de qualité leur ont permis de surmonter ces obstacles.

Naviguer dans le paysage des affaires en Guinée nécessite une compréhension approfondie des exigences légales et réglementaires. Digitalus s'est rapidement adapté à ces conditions et s'est forgé une réputation de conformité et de professionnalisme. La résilience du pays face aux différentes crises n'a fait que renforcer la détermination de Digitalus à contribuer à la croissance et au développement de la Guinée.

Un moment déterminant dans le parcours de Digitalus a été une crise majeure de gestion des ressources humaines en novembre 2019. L'équipe a dû réduire ses effectifs à seulement deux membres, faisant face à d'importants défis financiers. Cependant, au lieu de succomber aux déconvenues, Alain et son équipe ont choisi de croire en leur vision et ont pris un nouveau départ. Aujourd'hui, avec près de 15 collaborateurs, Digitalus a parcouru un long chemin et constitue un exemple de résilience et de détermination.

Au-delà de la réussite commerciale, Digitalus contribue activement à la communauté et à l'économie locales. Grâce à ses projets et campagnes, elle a créé une vingtaine d'emplois directs et plus de 100 emplois indirects. En plus de cela, Digitalus lance un programme visant à offrir des stages rémunérés aux étudiants, leur permettant d'acquérir une expérience précieuse dans le monde réel et d'appuyer la jeune génération.

Aux entrepreneurs de la diaspora qui envisagent de s'aventurer en Guinée, Alain adresse des paroles d'encouragement. Convaincu du potentiel et de l'esprit dynamique du pays, il encourage les autres à participer activement au développement de la Guinée. En partageant leur expertise et leurs solutions innovantes, les entrepreneurs de la diaspora peuvent jouer un rôle essentiel dans la conduite de changements positifs et contribuer à la prospérité du pays.

Alors que Digitalus Guinée continue de prospérer, le dévouement d'Alain à l'autonomisation des entreprises grâce au marketing numérique et son engagement envers la communauté guinéenne font de lui une figure exemplaire dans le paysage entrepreneurial du pays. Grâce à sa vision et à sa détermination, le parcours d'Alain avec Digitalus est une source d'inspiration pour les entrepreneurs en herbe et illustre le potentiel de réussite des entreprises en Guinée.

Étude de cas#02: Renforcer l'entrepreneuriat artistique

le voyage de Kadi Camara en Guinée

Kadi Camara, une entrepreneure accomplie avec plus de trois décennies d'expérience, s'est lancée dans son aventure entrepreneuriale dans le secteur informel avant de créer sa micro-entreprise il y a 19 ans. Basée entre Paris et Conakry, ses projets artistiques et créatifs couvrent divers domaines, y compris la décoration intérieure, la création d'accessoires pour la maison et la réalisation de peintures sur toile, témoignant de sa passion pour les arts visuels. Inspirée par un désir de liberté, d'autonomie financière et d'épanouissement personnel, Kadi était motivée pour poursuivre des carrières qui lui tenaient à cœur. Ayant évolué dans un environnement familial tourné vers l'entrepreneuriat, elle s'est heurtée à des difficultés initiales et à des sceptiques, mais elle a fait preuve de résilience, de détermination et de fermeté sur la voie du succès.

Le début de ses activités artistiques a été marqué par des défis, principalement celui d'obtenir la confiance et le soutien des autres envers ses projets et de reconnaître son plein potentiel. Kadi a fermement tenu bon, choisissant de rester vigilante, pertinente et de ne pas se laisser décourager face au doute. Dans sa quête de reconnaissance et de croissance, elle a stratégiquement utilisé le pouvoir des médias, faisant une apparition remarquée à la radio pour partager son parcours d'artiste. Cela a non seulement suscité l'intérêt du public pour son art, mais a également inspiré les jeunes femmes en Guinée à poursuivre des carrières artistiques similaires, brisant ainsi les barrières et redéfinissant les possibilités.

La détermination et le succès de Kadi ont non seulement transformé sa propre vie, mais ont également eu un impact positif sur sa communauté et la Guinée dans son ensemble. En défiant les normes conventionnelles et en se taillant une place dans le monde de l'art, elle est devenue une source d'inspiration pour d'autres artistes et entrepreneurs en herbe. Son influence a





ouvert la voie aux jeunes femmes pour qu'elles embrassent leurs talents artistiques et poursuivent leurs rêves sans limites. Par ses activités créatives, Kadi a contribué à promouvoir l'identité artistique de la Guinée et à renforcer les talents naissants.

Pour les entrepreneurs en herbe, Kadi met en avant l'importance de se concentrer et d'éviter les distractions qui peuvent entraver le progrès. Elle insiste sur l'importance de la vigilance et de la pertinence en restant à l'écoute des dynamiques du marché pour assurer le succès d'une entreprise. Choisir les bons collaborateurs est un autre aspect crucial qu'elle souligne, reconnaissant l'impact d'une équipe solide dans l'atteinte efficace des objectifs.

Le parcours remarquable de Kadi Camara en tant qu'entrepreneure artistique témoigne du pouvoir de la persévérance, de la passion et de la résilience. Grâce à sa quête de liberté artistique et d'autonomie financière, elle a non seulement bâti une carrière réussie, mais a également permis à d'autres personnes d'explorer leur potentiel créatif. Son histoire inspirera et guidera sans aucun doute les entrepreneurs en herbe sur leur propre chemin vers le succès, enrichissant davantage le paysage des affaires en Guinée.

Tableau A1 : Facilité d'exécution des affaires à Conakry

INDICATEUR	RANG	RÉSULTAT (0-100)	PROCÉDURES	HEURE	COÛT (GNF)	AUTORITÉS COMPÉTENTES
Démarrage d'une entreprise	122	84,5	6	15 jours	2,6 millions	Guichet Unique pour la Promotion des Investissements Privés (APIP-Guinée).
Traitement des permis	116	65,9	16	151 jours	5,94 millions	Direction Nationale de la Construction de Logement et du Cadre de Vie, Direction National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Service des Impôts de la Commune, Service de Salubrité, Ministère de la Construction, de l'Urbanisme et Habitat.
Obtenir de l'électricité	150	55,3	4	69 jours		Électricité de Guinée (EDG).
Enregistrement d'une propriété	122	56,9	6	44 jours	0,7 million plus environ 4 % de la valeur de la propriété	Service Topographique, Registre foncier (Bureau de la Conservation Foncière), Administration fiscale (Direction Nationale des Impôts / Service des Impôts), Notaire.
Obtenir un crédit	152	30			0	Banques

Tableau A1 : Facilité d'exécution des affaires à Conakry

INDICATEUR	RANG	RÉSULTAT (0-100)	PROCÉDURES	HEURE	COÛT (GNF)	AUTORITÉS COMPÉTENTES
Protéger les investisseurs	162	26			Variable	Centre National De Promotion de l'Investissement Privé - CNIPI. Tribunaux.
Payer des impôts	183	35.5		400 heures/an		Administration fiscale (Direction Nationale des Impôts).
Commerce transfrontalier	167	47.8				Ministère du Commerce et de l'Industrie
Exécution des contrats	118	53.9		311 jours		Tribunal de Commerce
Traitement de l'insolvabilité	118	38.6		3.8 ans		Tribunal de Commerce

Tableau A1 : Facilité d'exécution des affaires à Conakry

INDICATEUR	RANG	RÉSULTAT (0-100)	PROCÉDURES	HEURE	COÛT (GNF)	AUTORITÉS COMPÉTENTES
Obtenir un raccordement à l'eau			3	38 jours	GNF 250 000	Société des Eaux de Guinée (SEG)

Veillez noter que les coûts fournis sont approximatifs et peuvent varier en fonction des circonstances spécifiques. Il est conseillé de consulter les autorités compétentes et les professionnels pour obtenir les informations les plus précises et les plus récentes concernant les procédures et les coûts associés à l'enregistrement d'une société en Guinée.

Le tableau ci-dessus est basé sur l'étude du Groupe de la Banque mondiale sur Doing Business dans 190 pays. Les données ont été recueillies dans le cadre d'une enquête sur la ville de Conakry - Guinée.

Tableau A2. Enregistrement des ONG

Formalités	Exigences	Temps pris (approximatif)	Autorités gouvernementales compétentes
1. Inscription	Formulaire de demande dûment rempli	30-60 Jours ouvrables	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
2. Statuts	Statuts rédigés et notariés	10-15 Jours ouvrables	Notaire
3. Compte en banque	Ouverture d'un compte bancaire pour l'ONG	5-10 Jours ouvrables	Banque commerciale
4. Enregistrement fiscal	Formulaire d'enregistrement fiscal dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Direction générale des impôts, Ministère de l'économie et des finances
5. Inscription à la sécurité sociale	Formulaire d'inscription à la sécurité sociale dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)

Tableau A2. Enregistrement des ONG

Formalités	Exigences	Temps pris (approximatif)	Autorités gouvernementales compétentes
6. Permis environnemental	Évaluation de l'impact sur l'environnement (le cas échéant)	20-30 Jours ouvrables	Ministère de l'environnement, des eaux et forêts
7. Approbations et permis de projet	Approbation de projets ou d'activités spécifiques (si nécessaire)	Varie	Autorités gouvernementales compétentes en fonction du projet/de l'activité

Veuillez noter que les coûts fournis sont approximatifs et peuvent varier en fonction de facteurs tels que la complexité du processus d'inscription et les services supplémentaires requis. Le temps nécessaire est également une estimation et peut varier en fonction de l'efficacité des autorités d'enregistrement et de l'exhaustivité de la demande. Il est conseillé de consulter les autorités gouvernementales compétentes ou de demander des conseils professionnels pour obtenir des informations précises et à jour sur les coûts et le temps requis pour enregistrer une ONG en Guinée.

Tableau A3. Enregistrement de la société

Formalités	Exigences	Temps pris (approximatif)	Autorités gouvernementales compétentes
1. Enregistrement du nom commercial	Nom de l'entreprise proposé et formulaire de demande dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Ministère du commerce et de la promotion des PME
2. Statuts	Statuts rédigés et notariés	10-15 Jours ouvrables	Notaire
3. Enregistrement des entreprises	Formulaire de demande dûment rempli	10-15 Jours ouvrables	Ministère du commerce et de la promotion des PME
4. Enregistrement fiscal	Formulaire d'enregistrement fiscal dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Direction générale des impôts, Ministère de l'économie et des finances
5. Permis environnemental	Formulaire d'inscription à la sécurité sociale dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)

Tableau A3. Enregistrement de la société

Formalités	Exigences	Temps pris (approximatif)	Autorités gouvernementales compétentes
6. Permis environnemental	Évaluation des incidences sur l'environnement (le cas échéant)	20-30 Jours ouvrables	Ministère de l'environnement, des eaux et forêts
7. Licence commerciale	Formulaire de demande de licence commerciale dûment rempli	5-10 Jours ouvrables	Office régional du commerce ou Chambre de commerce
8. Enregistrement de la propriété intellectuelle (facultatif)	Demande de protection d'une marque de commerce, d'un brevet ou d'un droit d'auteur	Varie	Ministère de l'industrie et de la promotion des PME, Office guinéen de la propriété intellectuelle
9. Compte en banque	Ouverture d'un compte bancaire pour l'entreprise	5-10 Jours ouvrables	Banque commerciale

Veillez noter que les coûts fournis sont approximatifs et peuvent varier en fonction de facteurs tels que la complexité du processus d'inscription et les services supplémentaires requis. Le temps nécessaire est également une estimation et peut varier en fonction de l'efficacité des autorités d'enregistrement et de l'exhaustivité de la demande. Il est conseillé de consulter les autorités gouvernementales compétentes ou de demander des conseils professionnels pour obtenir des informations précises et à jour sur les coûts et le temps nécessaire à l'enregistrement d'une société en Guinée.

TABLEAU A4. PROCÉDURES ET COÛTS D'ENREGISTREMENT D'UNE ACTIVITÉ

PROCÉDURE	AUTORITÉ	COÛT
1. DÉPOSER LE CAPITAL INITIAL DANS UNE BANQUE	BANQUE	DÉPEND DES POLITIQUES DE LA BANQUE
2. VÉRIFIER L'UNICITÉ DU NOM DE L'ENTREPRISE	REGISTRE DU COMMERCE	SANS FRAIS
3. PRÉPARER LES STATUTS DE L'ENTREPRISE	NOTAIRE	1,8 MILLION GNF
4. ENREGISTRER L'ENTREPRISE AUPRÈS DU GUICHET UNIQUE (APIP)	GUICHET UNIQUE (APIP-GUINÉE)	VARIE (PAR EXEMPLE, 200 000 GNF POUR L'ENREGISTREMENT DES STATUTS SI LE CAPITAL EST INFÉRIEUR À 100 000 000 GNF)
5. PUBLIER DES AVIS DE CONSTITUTION DANS UNE REVUE JURIDIQUE	REVUE JURIDIQUE	200 000 GNF (INCLUS DANS LES FRAIS DE NOTAIRE)
6. FABRIQUEZ UN SCEAU POUR L'ACTIVITÉ	FABRICANT DE SCEAU	20 000 GNF

Notes

- 01 Veuillez noter que les coûts indiqués sont approximatifs et peuvent varier en fonction des circonstances. Il est conseillé de consulter les autorités et les professionnels compétents pour obtenir les informations les plus précises et les plus récentes concernant les procédures et les coûts associés à l'enregistrement d'une société en Guinée.
- 02 Agence de Promotion des Investissements Privés – (APIP-Guinée). Les créateurs d'entreprise doivent faire une demande de constitution au guichet unique.
- [Source: Banque mondiale 2020].

Tableau A5. Conditions d'ouverture pour un compte bancaire

TYPE D'ACTIVITÉ	DEMANDE DE COMPTE BANCAIRE DUMENT REMPLI	DOCUMENTS D'IDENTIFICATION	LETTRE DE RÉOLUTION/D'APPROBATION	IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE
Individuelle	✓	✓ (Propriétaire)		Carte d'identité ou passeport
ONG	✓	✓ (Signataires autorisés)		Carte d'identité ou passeport
Entreprise	✓	✓ (Signataires autorisés)	(Conseil d'Administration)	Carte d'identité ou passeport

Tableau A5. Conditions d'ouverture pour un compte bancaire

TYPE D'ACTIVITÉ	IDENTIFICATION DES SIGNATAIRES AUTORISÉS	JUSTIFICATIF DE DOMICILE DES SIGNATAIRES	CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT D'ACTIVITÉ	CERTIFICAT DE NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE
Individuelle	Carte d'identité ou passeport	Facture de services publics ou relevé bancaire	Certificat/licence d'enregistrement d'une activité	✓
ONG	Carte d'identité ou passeport	Facture de services publics ou relevé bancaire	Certificat/licence d'enregistrement d'une ONG	✓
Entreprise	Carte d'identité ou passeport	Facture de services publics ou relevé bancaire	Certificat / licence d'enregistrement d'entreprise	✓

Veuillez noter que les exigences et les documents peuvent varier en fonction de la banque et de ses politiques. Il est conseillé de contacter directement la banque choisie pour obtenir les informations les plus précises et à jour concernant les formalités et les documents requis pour l'ouverture d'un compte bancaire pour une entreprise individuelle, une ONG ou une société en Guinée.

Liste des organismes publics compétents pour faire des affaires en Guinée

- 01. Agence pour la promotion des investissements et les partenariats public-privé (APIP).** L'APIP joue un rôle crucial dans la promotion des opportunités d'investissement en Guinée et la promotion des partenariats entre les secteurs public et privé.
Site internet : www.apip.gov.gn
Téléphone : +224 628 91 40 80
- 02. Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE).** La DGGE a pour mission de s'engager auprès de la diaspora guinéenne et de faciliter ses contributions au développement du pays.
Téléphone : +224 657 06 55 11
Email : dgge224@gmail.com

Les autres agences de cette direction et leurs rôles sont les suivants :

- a. Direction technique Bureau de l'accueil, de l'orientation et du suivi (DTBAOS).** Le DTBAOS est chargé d'assister et d'orienter les entreprises et les particuliers qui souhaitent s'implanter en Guinée.
- b. Direction technique des migrations, de la réintégration et de l'action culturelle (DTMR).**
- c. La DTMR s'occupe des questions liées à la migration et de la promotion des échanges culturels en Guinée.**
- d. Direction technique des investissements et des projets (DTIP).** La DTIP joue un rôle clé dans la facilitation des investissements et le développement de projets en Guinée.
- e. Direction technique de l'habitat et du logement (DTHL).** La DTHL se concentre sur les initiatives de développement du logement et des infrastructures en Guinée.

-
- 03. Bureau des petites et moyennes entreprises (PME).** Le Bureau des PME offre un soutien, une formation et des ressources sur mesure pour favoriser la croissance et le succès des petites et moyennes entreprises dans Guinée.
- 04. Ministère du commerce et de l'industrie.** Le Ministère du commerce et de l'industrie supervise les politiques commerciales et commerciales visant à promouvoir la croissance économique et le développement.
Site internet : www.commerce.gouv.gn
Téléphone : +224 628 29 72 21
- 05. Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI).** L'ANAPI a pour mission d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers en Guinée dans divers secteurs.
Site internet: www.anapi.org
Téléphone : +224 628 91 13 13
- 06. Agence nationale pour la promotion des petites et moyennes entreprises (ANPME).** L'ANPME fournit un soutien et des ressources pour favoriser la croissance et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) en Guinée.
Site internet : www.anpme.gov.gn
Téléphone : +224 628 91 13 13
- 07. Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Guinée.**
Cette chambre défend les intérêts des entreprises et promeut des échanges et le commerce en Guinée.
Site internet : www.cciam-guinee.org
Téléphone : +224 628 91 16 03
- 08. Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).** La CNSS gère les régimes de sécurité sociale et assure la protection sociale des salariés et travailleurs en Guinée.
Site internet : www.cnssguinee.org
Téléphone : +224 628 91 05 01
-

09. **Agence Guinéenne pour la Promotion des Exportations (AGUIPEX).** L'AGUIPEX soutient les exportateurs guinéens et renforce leur compétitivité sur les marchés internationaux.
Site internet : www.aguipex.gov.gn
Téléphone : +224 628 51 00 00
10. **Agence Nationale de l'Hydraulique (ANH).** L'ANH est responsable de la gestion des ressources en eau et du développement des infrastructures hydrauliques en Guinée.
Site internet : www.anh.gov.gn
Téléphone : +224 655 43 17 75
11. **Ministère des mines et de la géologie.** Le ministère des Mines et de la Géologie supervise le secteur minier et les ressources minérales en Guinée.
Site internet : www.mines.gov.gn
Téléphone : +224 625 49 27 64

Veuillez noter que les informations de contact ont été fournies ici lorsqu'elles étaient disponibles. Elles sont également susceptibles d'être modifiées. Nous vous recommandons de vérifier les détails sur les sites web respectifs ou les canaux officiels avant de prendre contact.



Ce qu'il faut faire et ne pas faire

pour faire des affaires en Afrique

De nombreuses PME de la diaspora et d'autres pays qui se lancent sur un marché difficile augmentent le risque d'échec par leur approche des affaires et en ne s'appuyant pas sur les conseils des agences de soutien et de développement des entreprises. Après des années de soutien intensif aux PME de la diaspora, voici quelques conseils identifiés par le programme ABC. Nombre d'entre eux sont évidents, mais les entreprises les ignorent à leurs risques et périls.

<p style="text-align: center;">A FAIRE ✓</p>	<p style="text-align: center;">À NE PAS FAIRE ✗</p>
<p>PRÉVOIR DES DÉLAIS SUFFISANTS POUR LES CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS D'ENREGISTREMENT</p>	<p>N'OBTENEZ PAS DE FONDS POUR COMMENCER ENSUITE VOS RECHERCHES SUR LA CERTIFICATION DE L'ENTREPRISE ET LES AUTRES DOCUMENTS D'ENREGISTREMENT OU AUTORISATIONS NÉCESSAIRES À VOTRE ENTREPRISE. CETTE APPROCHE PEUT AVOIR UN IMPACT NÉGATIF SUR LE TEMPS QUE VOUS DEVEZ CONSACRER À VOTRE ENTREPRISE ET VOUS COÛTERA INVARIABLEMENT PLUS CHÈRE.</p>
<p>SOYEZ RÉALISTE QUANT À VOTRE PLAN D'ENTREPRISE ET À SES DÉLAIS - FAITES LA PREUVE DE SA VIABILITÉ</p>	<p>N'ESSAYEZ PAS DE RÉALISER UNE VISION À 10 ANS DANS UN PLAN D'AFFAIRES OU UN CASH-FLOW À 2 ANS. LA RÉALISATION DE VOTRE VISION NÉCESSITE UNE MISE EN ŒUVRE RÉALISTE.</p>
<p>POSSÉDER VOTRE PLAN D'ENTREPRISE ET VOS PROJECTIONS FINANCIÈRES ET LES UTILISER POUR GÉRER OU ADAPTER L'ENTREPRISE AU QUOTIDIEN</p>	<p>N'ESSAYEZ PAS DE GÉRER UNE ENTREPRISE QUE VOUS NE COMPRENEZ PAS ENTIÈREMENT</p>
<p>SÉLECTIONNER DES PARTENAIRES EFFICACES OU METTRE EN PLACE UNE ÉQUIPE DE GESTION LOCALE SOLIDE</p>	<p>NE GÉREZ PAS VOTRE ENTREPRISE AU NIGERIA DEPUIS LONDRES OU GLASGOW OU N'IMPORTE OÙ AILLEURS AU ROYAUME-UNI</p>
<p>ÊTRE OUVERT À L'APPRENTISSAGE, À LA CRITIQUE ET AUX NOUVELLES NE SUPPOSEZ PAS QUE CE QUE VOUS AVEZ FAIT AUPARAVANT ET FAÇONS DE FAIRE DES AFFAIRES</p>	<p>NE SUPPOSEZ PAS QUE CE QUE VOUS AVEZ FAIT AUPARAVANT ET VOTRE TÉNACITÉ ET VOTRE PASSION VOUS PERMETTRONT DE VOUS EN SORTIR</p>
<p>CONNAÎTRE ET ACCÉDER À TOUTES LES AIDES QUI VOUS SONT OFFERTES DANS LA DIASPORA ET DANS LE PAYS D'OPÉRATION</p>	<p>NE SUPPOSEZ PAS QUE VOUS DEVEZ TOUT SAVOIR ET TOUT FAIRE VOUS-MÊME OU QUE C'EST UNE FAIBLESSE D'AVOIR BESOIN ET DE DEMANDER DES CONSEILS OU DE L'AIDE</p>

A FAIRE 	À NE PAS FAIRE 
ÊTRE FLEXIBLE ET ADAPTABLE	NE SOYEZ PAS DOGMATIQUE DANS VOTRE APPROCHE DES AFFAIRES
ASSUREZ-VOUS DE SAVOIR QUEL TYPE DE FINANCEMENT CONVIENT À VOTRE MODÈLE D'ENTREPRISE (SUBVENTIONS, PRÊTS, FONDS PROPRES, ETC.)	N'ÉLABOREZ PAS, À TOUT PRIX POUR VOTRE ENTREPRISE, UN PLAN QUI CORRESPONDE AUX OBJECTIFS DU FINANCIER MAIS PAS À VOS PROPRES OBJECTIFS
LORSQUE VOUS RECHERCHEZ UN FINANCEMENT APPROPRIÉ, DEMANDEZ-VOUS SI VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE EN PHASE DE PRÉDÉMARRAGE, DE DÉMARRAGE OU EXISTANTE	NE SIGNEZ PAS DE DOCUMENT JURIDIQUE POUR TOUT TYPE DE FINANCEMENT SANS COMPRENDRE PARFAITEMENT VOS RESPONSABILITÉS ET CELLES DU FINANCIER, AINSI QUE LES IMPLICATIONS DES DEUX
PRENEZ BIEN EN COMPTE VOTRE PROPRE ÉTHIQUE COMMERCIALE, PAR EXEMPLE EN VOUS ASSURANT D'AVOIR UNE TRACE ÉCRITE DE TOUTES LES TRANSACTIONS. INTÉGREZ CES ÉLÉMENTS DANS VOS OPÉRATIONS.	NE VOUS ENGAGEZ PAS DANS DES PRATIQUES CONTRAIRES À L'ÉTHIQUE QUI POURRAIENT AVOIR UN IMPACT NÉGATIF SUR VOTRE ENTREPRISE OU LA METTRE EN DANGER.
ASSUREZ-VOUS D'AVOIR EFFECTUÉ UNE ÉVALUATION DES RISQUES ET DE DISPOSER D'UN PLAN B, C ET D	NE SUPPOSEZ JAMAIS QUE LE PLAN A SERA TOUJOURS CONFORME AU PLAN - AYEZ TOUJOURS UNE OPTION DE REPLI
ESSEYER DE COMPRENDRE VOS CLIENTS (POTENTIELS), CE QUE VOTRE ENTREPRISE PEUT LEUR OFFRIR DE FAÇON UNIQUE ET COMMENT VOUS ALLEZ LEUR FAIRE DU MARKETING	NE SUPPOSEZ PAS QUE LES CLIENTS SONT TOUS LES MÊMES ET ONT LES MÊMES COMPORTEMENTS ET UN MARKETING ALÉATOIRE SERA SUFFISANT

A FAIRE 	À NE PAS FAIRE 
<p>COMPRENDRE VOS ACTIVITÉS ET IDENTIFIER CLAIEMENT LES SECTEURS DANS LESQUELS ELLES SERAIENT LES PLUS EFFICACES</p>	<p>NE SUPPOSEZ PAS QUE VOS ACTIVITÉS HABITUELLES FONCTIONNERONT AUSSI EFFICACEMENT SUR UN NOUVEAU MARCHÉ</p>
<p>RECHERCHEZ AUTANT QUE POSSIBLE LES TENDANCES DANS VOTRE SECTEUR, PAR EXEMPLE LES TENDANCES DU MARCHÉ LOCAL ET DU MARCHÉ D'EXPORTATION</p>	<p>NE SUPPOSEZ PAS QUE, PARCE QUE VOTRE ENTREPRISE TRAVAILLE AILLEURS, LE PROCESSUS ET LES PROBLÈMES SERONT LES MÊMES DANS UN AUTRE PAYS</p>
<p>RÉFLÉCHISSEZ À VOTRE VALEUR AJOUTÉE EN TANT QU'ENTREPRISE DE LA DIASPORA - QUELLE EST VOTRE USP DE LA DIASPORA POUR VOTRE ENTREPRISE - RÉSEAUX DE LA DIASPORA, MARCHÉS, COMPÉTENCES, PERSPECTIVES MONDIALES, ETC.</p>	<p>NE VOUS CONTENTEZ PAS DE FAIRE COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT DANS LE PAYS OÙ VOUS OPÉREZ EN VOUS BASANT SUR LE PRINCIPE QUE « TOUT LE MONDE FAIT COMME ÇA ICI ».</p>

Références

- Badel, A., & Lyngaas, R. F. (2023). Mining Revenues and Inclusive Development in Guinea. Fonds monétaire international.
- Banque mondiale (2023a). Perspectives macroéconomiques de la pauvreté en Guinée : Avril 2023 (anglais). Macro Poverty Outlook (MPO) Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099913104122315367/IDU040ae31ff00ec4042410b0390869b1c7d4053>
- Banque mondiale (2023b). La Banque mondiale en Guinée - Aperçu du pays. <https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview>
- Banque mondiale (2021). Profil de l'économie de la Guinée. Doing Business 2020. <https://archive.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/g/guinea/GIN.pdf>
- Banque mondiale (2018). <https://documents1.worldbank.org/curated/en/830641522072107377/pdf/Guinea-SCD-final-03222018.pdf>
- Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) (2023). <https://unsouthsouth.org/>
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). (2023). États membres. <https://ecowas.int/member-states/>
- Facilité mondiale pour l'engagement de la diaspora de l'Union européenne (EU DiF) (2022). Fiche d'information sur l'engagement de la diaspora - Guinée. https://diasporaforddevelopment.eu/wp-content/uploads/2020/11/CF_Guinea-v7.pdf
- Fonds monétaire international (FMI) (2023). Guinée : 2022 Article IV Consultation and Request for Disbursement Under the Rapid Credit Facility-Press Release ; Staff Report ; and Statement by the Executive Director for Guinea. <https://www.imf.org/en/Publications/CRIssues/2023/01/24/Guinea-2022-Article-IV-Consultation-and-Request-for-Disbursement-Under-the-Rapid-Credit-528526>

Fonds Monétaire International. (2013). Guinée : Stratégie de réduction de la pauvreté (Rapport N° 13/191). Récupéré de <https://www.imf.org/-/media/Websites/IMF/imported-publications-loepdfs/external/french/pubs/ft/scr/2013/cr13191f.ashx>

Fonds monétaire international (FMI) (2021). Guinée : Selected Issues <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/IGINEA2021002.ashx>

Gouvernement de la Guinée. (2016-2020). Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020. Récupéré de <https://www.invest.gov.gn/document/pndes-version-condensee>

Ministère de la Santé de la Guinée. (2014). Politique Nationale de Santé. Récupéré de <https://www.invest.gov.gn/document/politique-nationale-de-sante>

Ministère de la Santé de la Guinée. (2015). Plan de Développement du Secteur de la Santé (2015-2024). Récupéré de <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC158099/>

Ministère de la Santé de la Guinée. (2017). Politique Nationale de Santé Communautaire. Récupéré de <https://www.invest.gov.gn/document/politique-nationale-de-sante-communautaire>

Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation de la Guinée. (2020). Programme Décennal de l'Éducation (ProDEG) 2020-2030. Récupéré de <https://www.globalpartnership.org/fr/node/document/download?file=document/file/2020-Guinea-ESP.pdf>

Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS). (2023). États membres du groupe ACP. <http://www.acp.int/content/acp-group-member-states>

Organisation internationale de la Francophonie (OIF) (2023). 88 États et gouvernements membres <https://www.francophonie.org/88-etats-et-gouvernements-125>

Organisation des Nations unies (ONU) (2023). États membres des Nations Unies. <https://www.un.org/en/about-us/member-states>

Organisation mondiale du commerce (OMC). (2023). Members and observers. https://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/org6_e.htm

PNUD (2017). Document de programme de pays pour la Guinée (2018-2022). https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-10/cpd_guinea_2018-2022.pdf

Programme alimentaire mondial (PAM) (2022). https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000147953/download/?_ga=2.71136016.147647940.1690726527-1605779328.1690726525

Union africaine (AU) (2023). États membres de l'Union africaine. <https://au.int/en/member-states/countryprofiles2>

Union africaine (AU) (2022). États membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). <https://au.int/en/recs/censad>

Union du fleuve Mano (2022). <https://www.mru.int/mru-landing-page/>

